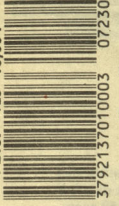


T 2137 - 723 - 10,00 F



hebdo

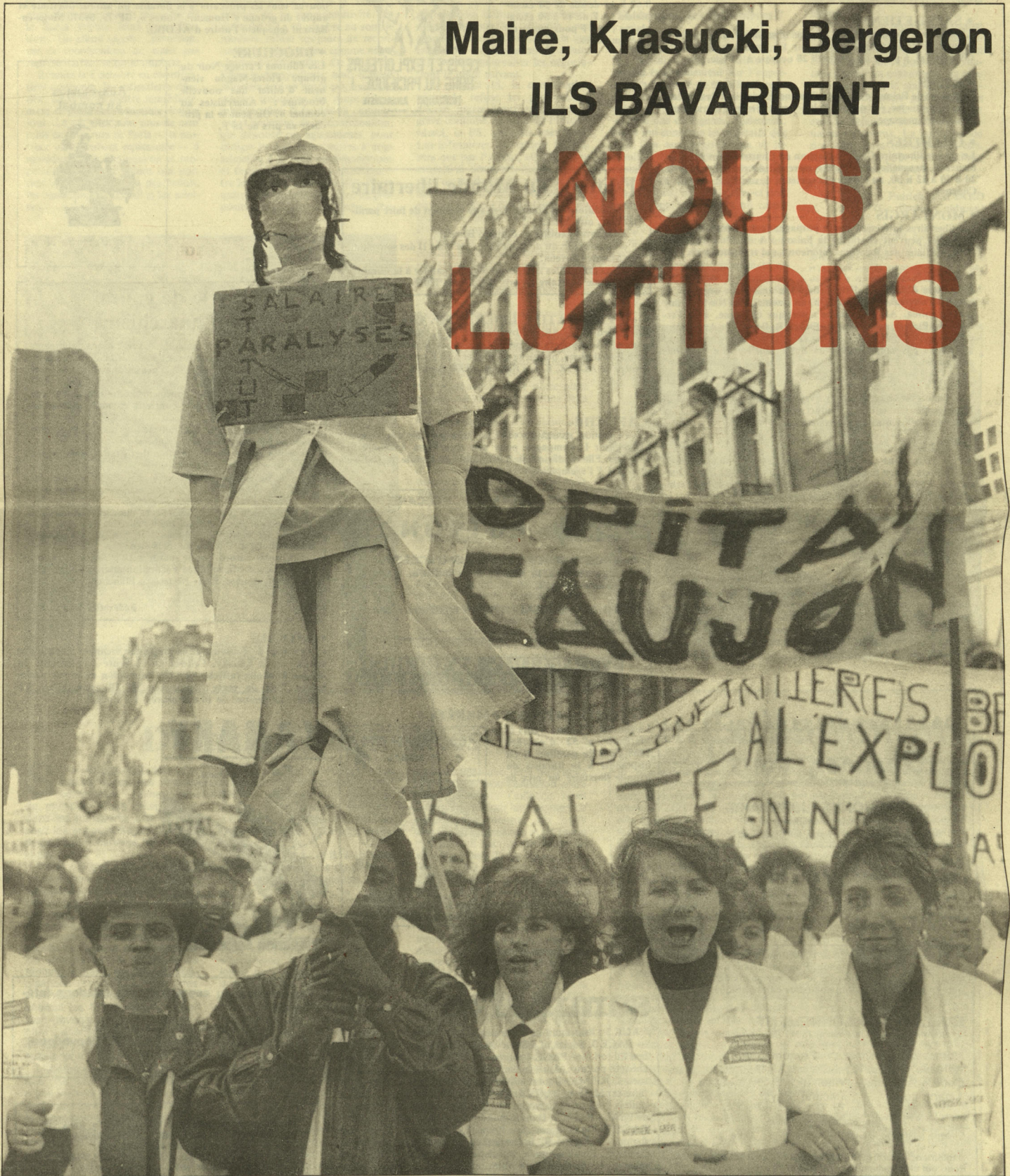
le monde Libertaire



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°723 JEUDI 27 OCTOBRE 1988 10,00 F

Maire, Krasucki, Bergeron ILS BAVARDENT

NOUS LUTTONS



F°P. 2520

communiqués éditions

• CHELLES
Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le 5 novembre, à 20 h 30, une réunion ayant pour thème : « Les femmes dans le mouvement anarchiste espagnol en 1936 ». La projection du film « De toda la vida » sera suivie d'un débat, avec la participation de personnes ayant vécu cette période. Adresse du local : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare SNCF).

• SAINT-ETIENNE
L'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire », animée par le groupe Nestor-Makhno passera sur les ondes de Radio-Dio (89.6 MHz), à partir du vendredi 28 octobre à 13 heures.

• REIMS
Le groupe de Reims de la Fédération anarchiste vient de se créer. Pour le contacter, écrivez aux Relations intérieures qui transmettront votre message.

• CHARTRES
Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tient une permanence mensuelle le deuxième mercredi de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h 30, au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait, à Chartres.

• MONTARGIS
Les libertaires intéressés par la propagande anarchiste sur l'est du Loiret peuvent contacter la liaison FA de Montargis par l'intermédiaire des Relations intérieures qui transmettront.

• AUBENAS
Le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste organise, le mardi 10 novembre 1988, à 21 h, au cinéma « Le Navire » une grande soirée. Au programme : musique chilienne, avec Fernando et Pierre ; projection du film de B. Baisat, « Aux quatre coins du Canard » ; débats, table de presse. Nous ne nous quitterons pas sans trinquer ensemble, entrée 40 F (boissons comprises).

• EVRY
Une liaison est en création sur Evry. Les libertaires d'Evry et de la région peuvent entrer en contact avec la liaison en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• LILLE
La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Campus (91.4 MHz). Au programme : Kanaky, le 28 octobre ; éthique scientifique et éducation, le 4 novembre ; Louis Lecoin, le 11 novembre. D'autre part, les camarades investis dans le domaine pédagogique (GFEN, ICEM, etc.) ou dans le syndicalisme enseignant (à la CFDT notamment) peuvent contacter le groupe Benoît-Broutchoux pour échange d'informations (FA, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, tél. : 20.47.62.65).

• NANTES
Le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste continue son émission de radio (« Magazine libertaire ») sur Radio Alternantes (97.5 MHz), le samedi de 12 h à 13 h. Vous pouvez également commander le n° 4 du « Farfadet » contre 6 F en timbres en écrivant à : « Magazine libertaire » / Radio Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• AFFICHE
Le groupe Carlo-Cafiero a édité une affiche en quatre couleurs (noir, rouge, vert, brun), format 44 x 32 cm. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire (on peut la commander). Prix : 0,60 F au-dessus de 50 exemplaires ; 1 F de 10 à 50 exemplaires ; et 5 F pour moins de 10 exemplaires.



éditions

AUTOCOLLANTS
Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).

• BROCHURE
Les éditions Partage Noir du groupe Flores-Magón viennent d'éditer une nouvelle brochure : « Anarchistes au combat ». On peut se la procurer au prix de 15 F.



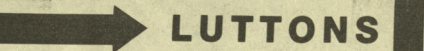
Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de faire paraître deux ouvrages :
• « Œuvres choisies », Camillo Berneri ;
• « Sous les plis du drapeau noir », le tome II des souvenirs de Maurice Joyeux.
Vous pouvez les acheter ou les commander à la librairie du Monde libertaire au prix unitaire de 120 F.

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »
Le numéro 17 d'« Alternative libertaire 49 », journal édité par le groupe FA d'Angers est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres, ou mieux s'abonner : 30 F pour 4 numéros, à l'ordre de ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers.

• AFFICHE
La Fédération anarchiste vient de faire paraître une nouvelle affiche sur la campagne pour une répartition égalitaire des richesses. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 1 F l'exemplaire.

TRAVAILLEURS, CHÔMEURS, PRECAIRES



- POUR GARANTIR A CHACUN L'ACCÈS AU logement, à la santé, à la culture, à un revenu décent.
- POUR UNE RÉPARTITION « égalitaire » des richesses.

FEDERATION ANARCHISTE
145, rue Amelot, Paris-11^e. Tél. 48.05.34.08.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le journal « Contre Vents et Marées » n° 52 d'octobre 1988 vient de paraître. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F.



KANAKY



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre :

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : La Santé bouge à Bordeaux, Bilan des luttes, Editorial — PAGE 4, Lutttes : RATP, PTT, Ça chauffe aux chèques postaux, Amis lecteurs — PAGE 5, Société : Audiovisuel, COGEMA, Quotas laitiers, Logement : encore un propriétaire expéditif — PAGE 6, Société : Elargir les luttes, manifestations étudiantes et lycéennes, Interview du secrétaire général de PSA — PAGE 7, Dans le monde : Kurdistan, Yougoslavie — PAGE 8, Dans le monde : Pologne, Mario Ines Torres condamné — PAGE 9, Informations internationales : Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Revue de presse — PAGE 10, Arguments : Le droit et la Révolution française, Fourier, Saint-Simon et les autres — PAGE 11, Expressions : Cinéma, Notes de lecture, Spectacles, Sélection de programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Social : Syndicats et coordinations.

INFIRMIÈRES

La coordination infirmière en mouvement

Le 29 septembre, grèves et manifestations : du jamais vu. Les 6 et 7 octobre, elles sont deux fois plus nombreuses pour demander que le ministère de la Santé écoute leurs revendications. Un grand succès... pour rien, car la coordination ne serait pas représentative, selon le ministre.

Réunies le 8 octobre en coordination nationale, les infirmières décident alors de se mettre immédiatement en grève reconductible chaque jour. Le 13, elles sont plus de cent mille dans les rues de Paris — la province est fortement représentée — à manifester leur indignation et à rappeler leurs revendications qui portent sur le statut de la profession, les conditions de travail et les salaires.

Soutenues par d'autres professions de la Santé, et la CGT qui s'est associée à la manifestation, la coordination n'a plus à faire la preuve de sa représentativité. Et pourtant ! Le 13 octobre au soir, le ministre refuse toujours de reconnaître la coordination comme négociateur à part entière. De plus, et à l'inverse des syndicats, nous n'avons toujours pas en notre possession le dossier technique des propositions ministérielles. Il faudra un communiqué émanant de la coordination, qui dénonce ces agissements, pour obliger les uns et les autres à nous admettre à la table des négociations et forcer le ministre à nous remettre le précieux document (1). On se quitte tard dans la nuit avec les propositions d'Evin en poche. Pas

grand-chose en fait : rien sur le statut de la profession, rien sur le statut d'infirmière en 1993, rien pour le secteur privé, une promesse piégée pour les infirmières psychiatriques, rien sur les effectifs, pas grand-chose sur la formation et une très faible augmentation de salaire (2). On doit poursuivre les négociations le lundi suivant.

Le samedi 15, la coordination nationale refuse les propositions d'Evin jugées insuffisantes, et la grève continue. Et là, c'est l'intox ! Merci, le PS, pour les méthodes. Les infirmières ne seraient intéressées que par l'argent, elles que l'on croyait si dévouées. La coordination ne voudrait plus négocier, elle mettrait en danger l'économie du pays et la santé des malades. Pour qui nous prenez-vous, monsieur Evin ? Alors que nous avons demandé la réouverture des négociations sur des propositions sérieuses et en tenant compte de nos demandes, bien sûr !

Ce que nous exigeons aujourd'hui, c'est :

- la reconnaissance par le ministère de la coordination infirmière comme négociateur à part entière ;
- la reconnaissance de notre qualification (Bac + trois ans d'études) et sa juste rémunération ;
- la reconnaissance de notre place au sein des autres professions de la Santé ;
- la reconnaissance d'un statut unique pour les secteurs privé et public ;
- la reconnaissance d'un diplôme d'Etat unique pour toutes les infirmières diplômées d'Etat et les infirmières psychiatriques ;
- l'obtention de meilleures conditions de travail ;
- la création de postes, pour notre et votre santé.

Il faut savoir que tout au long du mouvement, la sécurité des malades a été préservée par les infirmières qui ont souvent organisé, elles-mêmes, le service minimum dans les hôpitaux et les cliniques. Quant aux fausses informations qui circulent sur l'essoufflement du mouvement, la coordination, qui a appelé à des

manifestations sur toute la France pour le samedi 22, continue à faire la preuve de son degré de mobilisation.

Et demain, les infirmières ?

Si deux courants semblent, aujourd'hui, se dessiner au sein de la coordination, la différence repose essentiellement sur l'appréciation du degré de mobilisation du mouvement et donc, aussi, sur la suite à donner au mouvement — avec une divergence, également, en ce qui concerne les objectifs que l'on fixe aux négociations et les résultats de ces négociations. Néanmoins, tous restent d'accord sur la nécessité de réouvrir rapidement les négociations, même si celles-ci doivent se poursuivre selon un calendrier.

A ce jour, la mobilisation demeure et nous ne pouvons accepter de reprendre le travail sans avoir obtenu une réponse immédiate et plus positive que les propositions actuelles de monsieur Evin, ainsi que sur un calendrier des négocia-

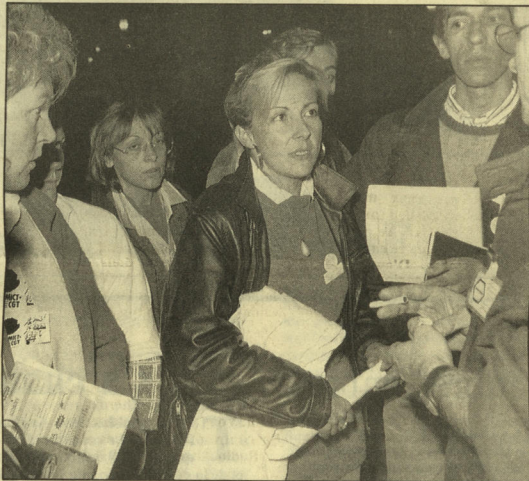
tions non pas vide de sens, mais qui porterait sur des projets précis à mettre en place, et que le gouvernement s'engagerait à réaliser dans le temps.

Pour nous le problème principal demeure, à savoir : que sera la profession d'infirmière en 1993 ? Il est évident que, sur ce point, nous voulons obtenir un engagement du gouvernement dans le sens de la reconnaissance de notre profession, un engagement que la France devra ensuite défendre devant ses partenaires européens. La coordination des infirmières travaille peut-être, en ce moment, pour toutes les futures infirmières européennes.

Patrick AGUIARD
(Gr. Emma-Goldman)

(1) Pour la petite histoire, il faut savoir que le premier document qui nous a été remis était incomplet. Ce n'est que par la suite que nous avons obtenu le vrai document.

(2) Environ 500 F brut de suite, 100 F dans un an et 100 F dans deux ans.



Du pain et des luttes

Si le mouvement des infirmières n'est pas encore contagieux, l'émergence de multiples luttes catégorielles dans les transports, aux PTT ou chez les enseignants, traduit une détérioration certaine du climat social.

Il est vrai que s'il n'y avait pas eu blocage des négociations, les syndicats — quoi que fassent les infirmières — n'auraient sûrement pas appelé les fonctionnaires à une grève nationale. Pour autant, le malaise se développe chez les agents de l'Etat et ce ne sont pas les promesses de Durafour de renouer le dialogue avec les organisations syndicales, qui empêcheront les travailleurs de poser leurs revendications et d'enclencher des mouvements pour qu'elles y trouvent expression et satisfaction.

L'arriéré est trop important pour que les salariés se contentent d'une journée de grève et ce dans la division. La CGT a semblé un peu le comprendre en se ralliant à la journée d'action Fonction publique du 20 octobre, après avoir joué cavalier seul le 18, mais cela ne suffit pas pour que les travailleurs la rejoignent réellement. Le bilan des manifestations de la semaine dernière ne peut, à l'évidence, satisfaire personne.

Aucune centrale syndicale n'a fait le plein, même si la grogne gonfle les rangs depuis quelques temps, et les salariés en lutte n'ont pas encore trouvé les moyens de faire converger leurs mouvements.

Ils cherchent, çà et là, à se coordonner par catégorie ou par secteur, comme les infirmières et les autres personnels de santé, comme les cheminots, comme les enseignants ou comme les agents des centres de Sécurité sociale en région parisienne : ils y démontrent détermination, efficacité à s'organiser, à combler le vide laissé par les bureaucrates planqués dans les locaux syndicaux, mais cela ne suffit pas à développer un mouvement d'ampleur les rassemblant au même moment, permettant de peser fort sur le gouvernement et sur les patrons.

La résignation des salariés a laissé place à l'humeur revendicative. L'expression soudaine des revendications peut s'expliquer par des facteurs propres à telle ou telle profession (l'exemple des infirmières), l'accélération de la croissance, le climat d'euphorie dans les entreprises et dans l'Etat, lié à l'accroissement des recettes fiscales. Les demandes de revalorisations salariales et de créations de postes peuvent éclater au grand jour. Les moyens existent

pour les satisfaire. Et il ne s'agit pas d'opérer une confusion entre cause et effet : l'inflation n'est jamais causée par les hausses de salaire. Par contre, en cette période de croissance et de tenue des prix, la reprise de l'inflation accompagnée d'une rigueur salariale ne peut qu'être favorable aux profits. Alors la véritable question est : est-ce que la rigueur est dépassée parce qu'elle a réussi ou parce qu'elle a échoué ? Quelle que soit la réponse à cette interrogation, le gouvernement va devoir apporter des solutions précises et immédiates aux revendications formulées. Non pas parce que les centrales syndicales de la Convergence (CFDT, FO, CGC, CFTC, FEN et FGAF) se mettront en colère pour les 0,8% d'augmentation demandés et non accordés, mais parce que les « concessions » au cas par cas (infirmières ou bas-salaires) ne régleront pas le problème général. Rocard disait lui-même, il y a quelques années : « Une société est malade quand un salarié n'a aucun espoir de s'enrichir par son travail ». A Bérégozov, qui aboie que « tout n'est pas possible tout de suite », les salariés commencent à répondre : « beaucoup l'est maintenant ».

L. N.
(Gr. Pierre-Besnard)

Editorial

La crise que traverse le syndicalisme fait couler beaucoup d'encre. Sociologues, politologues, journalistes se penchent périodiquement au chevet du syndicalisme malade dont la nouvelle jeunesse nous est annoncée tout aussi périodiquement. On nous propose des gadgets d'appellation modernistes tels que le « syndicalisme de service », un syndicalisme doux où les clients-syndiqués profiteraient d'un épais catalogue d'avantages : voyages, conseils, assistances diverses... Un réseau, mieux un club ! On n'irait plus au syndicat mais au club, pour profiter des prix imbattables aux séances de musculation. Difficile d'être plus fertile pour adapter le produit syndical aux besoins individualisés de cette fin du XX^e siècle.

L'énergie déployée pour désenclaver le syndicalisme de la lutte des classes semble réduit à néant par la solution qu'expérimentent cheminots, postiers, enseignants et infirmières pour la défense de leurs intérêts. L'alchimie intellectuelle accouchant d'un syndicalisme tendre et moelleux s'est heurtée aux dures réalités. Les faits sont têtus.

Des syndicats exsangues et dociles ne peuvent à eux seuls nous faire gagner. Aussi défendons nous nous-mêmes, unissons nos efforts, fixons nous-mêmes nos revendications et nos règles de lutte. La logique des coordinations, après deux années d'une réelle gestation sociale, est redoutable. Elle déboussole même la CGT. C'est la première fois, dans un conflit de masse, que la CGT est mise derrière un cortège de salariés (manifestation des infirmières du 15 octobre 1988). La force de l'action directe revendicative est mise en évidence et le syndicalisme original, fait de détermination et de contacts directs horizontaux, est redécouvert par des fractions importantes de salariés.

Les anarchistes, présents dans ces conflits comme salariés, syndiqués ou non, agissent aujourd'hui dans le sens de l'auto-organisation. Ils pousseront à l'extension des luttes, en respectant les formes d'organisation dont se dotera le mouvement, tout en restant vigilants sur les risques de dérive corporatiste et de récupération. Ils contribueront, à leur mesure, au dégel du glacieux consensuel. Histoire d'illustrer, en passant, qu'il faut emprunter d'autres voies que les urnes pour changer nos conditions de vie.

POSTIERS

Action, extension, coordination

PLUSIEURS cortèges en province et vingt mille personnes à Paris ont manifesté samedi 22 octobre à l'appel de la coordination des infirmières. Des infirmières insatisfaites des propositions gouvernementales et du protocole d'accord que les organisations syndicales s'approprièrent à signer en leur nom. Des infirmières en colère donc en tête de la manif, la CGT en queue, et au milieu du cortège un regroupement de postiers massés

derrière la banderole de la coordination des centres en lutte.

Les postiers avec les infirmières, de quoi méditer pour ceux qui ne veulent voir dans les coordinations que le plus étroit des corporatismes ! Venus des centres de tri du PLM-gare de Lyon, d'Austerlitz, de Montparnasse et des centraux parisiens de la RP (rue du Louvre), de Paris 17 et 18, tous les postiers en grève n'étaient bien sûr pas là, mais ce petit cortège témoignait d'un

mouvement qui se cherche depuis un mois et qui est en train de mûrir et de s'organiser.

Il y a un mois en effet, le 22 septembre, démarrait une série d'actions diverses allant jusqu'aux débrayages et à la grève qui, l'un après l'autre, ont touché une grande partie des bureaux parisiens. Des actions éclatées, un bureau démarrait quand d'autres s'arrêtaient, où les revendications restaient portées localement ; des sections où chacun

coordonner nos forces, d'agir tous ensemble et simultanément. L'heure n'est plus aux mouvements locaux, pouvait-on lire dans un précédent *Monde libertaire* (n° 721) alors que maintenant se discute le budget de 1989, qui prévoit 4 125 suppressions d'emplois et la baisse du pouvoir d'achat.

Surfant sur la forte mobilisation autour des revendications sur les effectifs et l'augmentation immédiate de 1 500 F pour tous, la CGT comptait capitaliser à son compte ce mouvement en l'encadrant dans sa journée d'action du 18 octobre, fourre-tout habituel, avant de rallier les six autres fédérations de fonctionnaires qui, le feu aux fesses, appelaient le jeudi 20 octobre, l'avant-veille du week-end, à ce qui devait être une journée butoir, le point d'orgue, le retour dans un cadre contrôlable et planifié de la pression sociale.

Coordination

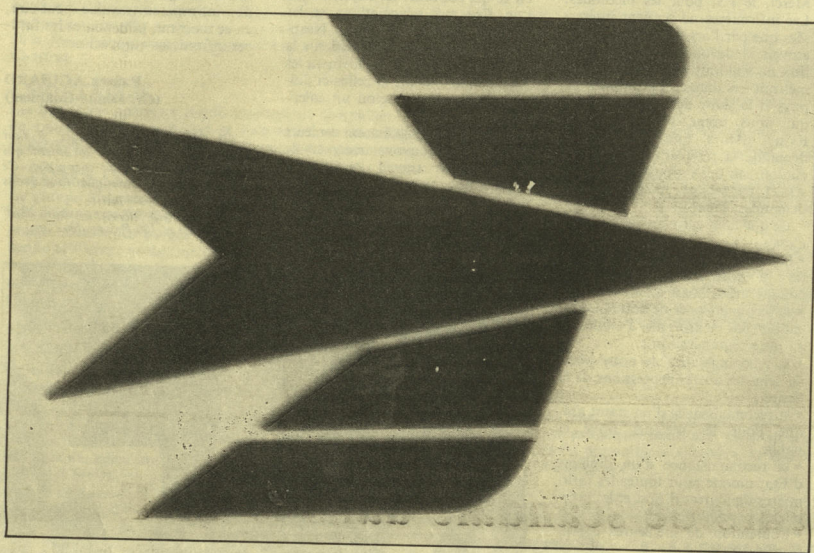
Le 20 au soir, Jean Kaspar, pour la CFDT, déclarait : « la meilleure coordination, c'est l'intersyndicale ». Vous avez tout faux M. Kaspar... A trop fréquenter les salons, vous avez un train de grèves de retard. Vous devriez être plus attentif à ceux qui luttent dans les entreprises côte à côte avec leurs collègues, qu'ils soient non syndiqués, ou syndiqués là où ils veulent. Car les finasseries stratégiques qui président aux divisions syndicales, loin de canaliser la mobilisation lui ont donné une impulsion nouvelle.

Le vendredi 14 octobre, les brigades de nuit et les ambulants du PLM votaient la grève pour : 6 000 F minimum, 1 500 F pour

tous, les effectifs, le maintien du statut, les effectifs et le 13^e mois. Le lundi 17, Paris 08 partait en grève et le PLM, en assemblée générale, constituait une coordination pour réaliser l'unité sur le centre de tout le personnel, syndiqué et non syndiqué. Concession faite à la mode et au mythe naissant, la coordination était la nouvelle appellation du comité de grève (cadre plus large et plus unitaire que l'intersyndicale, M. Kaspar). A Montparnasse, sur les mêmes revendications une partie du personnel partait en grève de la même manière. Et le 21 octobre, la grève touchait les centres de tri de Créteil, d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, de Nanterre, d'Austerlitz, de Saint-Lazare, de Rouen, de Lille, les centraux de Paris Louvre RP, de Paris 15. Ailleurs c'étaient des débrayages, des centres bloqués. Majoritaire ou non suivant les endroits, rejoint localement par telle ou telle section syndicale (aussi bien CGT, CFDT ou FO) ou non suivant les cas, nouant des contacts inter-centres et tenant des assemblées générales quotidiennes dans chaque centre, ce mouvement est en train de se trouver. Dès qu'il aura la force suffisante, la grève des PTT démarra vraiment.

Et si c'est pas aujourd'hui, ça sera demain.

Gérard COSTE



en bref...en bref...

• **« URGENCE »**
« Urgence » est une association loi 1901 récemment créée par les habitants de Marne-la-Vallée en réaction au score de l'extrême droite sur le Val-Mauboué. L'ensemble des personnes intéressées est invité à venir renforcer cette association en prenant contact à l'adresse suivante : « Urgence », BP 48, 77201 Marne-la-Vallée.

• **ROCK SANS CONTRÔLE.**
« Rock sans contrôle », c'est le titre du concert organisé par Contre, Réflexes, Laid Thénardier et Neurones en folle, le samedi 29 octobre, de 16 h à 24 h, à la salle des fêtes de Juvisy. A cette « initiative alternative politique et culturelle », à cette « fête pour la lutte, moment de rencontre et de confrontation pour donner la pêche à tout le monde » ; participeront aussi les groupes : Les Kamioneurs du Suicide, Nuclear Device, Washington Dead Cats et Haine Brigade. Le prix d'entrée est de 30 F.

• **« COURANT ALTERNATIF »**
Courant alternatif, mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire, en est à son 79^e numéro. Au sommaire de ce journal : logement, sauveurs les meubles ; revenu minimum garanti égal au SMIC et lutte contre la précarité ; Kanaky, les accords de Matignon, Pisan en pire ; ainsi que de nombreux autres articles d'analyse. *Courant alternatif* lance aussi une souscription afin de pouvoir être présent dans tous les kiosques dès juillet 1989. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 18 F.

CCP

Ça chauffe aux chèques postaux !

TOUT semblait être écrit à l'avance. Le scénario classique de la division syndicale et de la démobilitation du personnel devait se jouer selon un processus établi depuis longtemps et qui, hélas !, a déjà fait ses preuves. La

CGT pensait compter ses troupes le 18 octobre, la Convergence (CFDT, FO, FEN, CFIC, etc.) le 20. Mais voilà, il n'en fut rien.

Depuis le début du mois d'octobre, aux chèques postaux, des réunions, de petites assemblées généra-

les, se tenaient assez régulièrement entre syndiqués et non-syndiqués, pour établir une plate-forme de revendications mobilisatrices : préparation d'une grève générale reconductible ; 1 500 F d'augmentation pour tous ; augmentation des effectifs.

Parallèlement, pression était faite auprès des syndicats pour organiser des assemblées générales du personnel « officiel ». Face à la détermination et à l'occupation du terrain par des travailleurs décidés, la CGT se ralliait localement à l'appel pour le 20 octobre. Les chèques postaux, à l'exception des boutiques syndicales, portaient donc sur les revendications suivantes : 6 000 F minimum, 1 500 F d'augmentation immédiate, des effectifs nécessaires.

Hélas !, chassez le naturel, il revient au galop. Alors que bon nombre de travailleurs étaient prêts à reconduire la grève le 21, les syndicats, par peur d'un probable débordement de la base, se firent plus qu'absents. Seule FO appela à une assemblée générale à 13 h (c'est-à-dire à la fin de la vacation), pour la signature d'une vague motion qu'il fallait apporter de suite à Quilès.

La vigilance et l'intervention de certains camarades firent taire rapidement les professionnels de la parole, et décidèrent les travailleurs à prendre en main leurs affaires et à mener la lutte comme ils l'entendent : auto-organisation par service ; rassemblement aux heures de pause pour faire le point ; appel ferme lundi 24 à 6 h 30, avant la prise de service, afin de convaincre leurs collègues d'un débrayage massif et coordonné avec les autres secteurs de la poste.

Joël SAINTIER

RÉGIS

Amis lecteurs

Voici une bonne nouvelle, ce qui n'est pas chose courante dans cette rubrique... Cet été, le *Monde libertaire* s'est beaucoup mieux vendu. Le tirage était en forte augmentation par rapport à la moyenne habituelle et la répartition géographique plus affinée. Il faut bien sûr relativiser les résultats, puisque l'été nous avons près de deux mois pour vendre un même numéro, mais une progression de 45% des ventes en un an est loin d'être négligeable !

Nous continuerons donc cette année de travailler à une diffusion la plus efficace possible. Celle-ci ne peut, bien sûr, se faire sans votre soutien. Vous êtes avec les militants de la Fédération anarchiste les mieux placés pour faire en sorte que notre journal soit présent dans les points de vente les plus importants. N'hésitez pas à demander aux dépositaires (gares, kiosques, librairies, etc.) de vous donner leurs références (nom du gérant, adresse, numéro de dépositaire NMPP) et envoyez-les nous avec la quantité de *Monde libertaire* qu'il faut leur remettre chaque semaine. Ils n'ont pas le droit de refuser la vente de notre titre sous peine de poursuites... Ce qui est toujours bon à savoir lorsque l'on s'adresse à des commerçants !

Si après avoir mis la main à la pâte, il vous reste quelque argent, vous pouvez également participer à la souscription permanente au *Monde libertaire*. C'est un moyen comme un autre de participer au renforcement de la presse anarchiste, qui est lue lorsqu'elle est visible dans les étalages... A bon entendre !

Les administrateurs

Souscriptions pour les mois de juillet à septembre :
FALGUIERE J.D. (50 F) ; MONET Bruno (60 F) ; TOUZEAU Jean (60 F) ; RICAUD Raymond (60 F) ; DANIEL Jean (100 F) ; SCHILLER Patrice (60 F) ; ELIAL Louis (60 F) ; FLORES Laurent (60 F) ; DZIRI Nadia (60 F) ; ZANTAIN René (60 F) ; CRUZ Liberto (60 F) ; GARCIA Manuel (60 F) ; AUGUSTE Patrick (100 F) ; VIGUIE Jacques (60 F).

Total : 910 F

Total depuis janvier 1988 : 12 848 F

LOGEMENT

Expulsions : c'est reparti !

Le 14 octobre dernier, 25 locataires d'un hôtel meublé situé au 138, avenue de Clichy se retrouvaient sur le trottoir. Un cas parmi tant d'autres ? Cette fois-ci, les responsables de l'opération avaient mis les bouchées doubles...

Cet immeuble venait de tomber entre les mains d'un nouveau propriétaire, la CPII (société immobilière). Un préavis d'expulsion avait aussitôt suivi, laissant jusqu'au 30 septembre aux locataires pour vider les lieux. Rappelons que ceux-ci occupaient les lieux depuis 8 à 14 ans ! Sans aucun recours, alors qu'on les virait du jour au lendemain, leur réponse fut simple : on reste ! La CPII ne l'entendant pas

ainsi, le directeur s'est donc déplacé avec quelques amis nervés de profession, armés de jolies masses et autres burins. Après avoir absolument tout cassé à l'intérieur, des lavabos à l'escalier (cf. photo), les gros bras sont repartis.

Notons au passage que tout cela s'est passé en présence de la police qui n'est pas intervenue mais a complaisamment laissé faire, alors que l'expédition était complètement illégale. En effet, le préfet n'avait pas encore donné l'ordre d'expulsion, mais tout le monde sait que la loi n'est pas faite contre les propriétaires...

Une situation alarmante

A la rue sans avoir pu récupérer leurs affaires, certains des locataires ont même perdu, suite à cette expédition, leur emploi. Car il a bien fallu qu'ils cherchent un nouveau logement, et bien sûr ce n'est pas la nuit qu'on en trouve dans les meubles...

Ayant alerté la CSCV (1) et le CML (2) de l'histoire, ces deux associations les ont aussitôt aidés et soutenus. Rendez-vous a été pris avec la mairie du XVII^e pour que celle-ci leur trouve immédiatement un nouveau logement en foyer ou en HLM. Le maire avait d'ailleurs reçu un courrier bien avant la date du 30 septembre pour que le problème du relo-

gement soit réglé dans les temps, mais sans doute est-il très occupé car il n'a jamais daigné répondre...

S'organiser est primordial

Suite à l'entretien accordé avec l'adjoint au maire, ce dernier s'est

solennellement engagé... à payer durant une semaine les frais d'hôtel (plus de 100 F par jour). Un chic type, non ?

Non ! Car il y a plus de 500 logements HLM vides dans le XVII^e arrondissement (et 4 000 HLM dans Paris intra-muros...). Et que fait la mairie ? Rien, mis à part loger les

copains des copains. Les précaires, français comme immigrés, peuvent bien crever de faim ou de froid, nos chers « élus » s'en contrefichent. Face à cette politique du pire, il est plus qu'urgent de s'organiser. Nous autres libertaires avons le devoir de lutter sur ce terrain de plus en plus miné avant qu'il ne soit trop tard. Paris sera une capitale de la finance, de l'affairisme et de la bourgeoisie en 1993 si nous ne lutons pas contre ces canailles. Forcé est de constater que sortis de leurs congrès, les dirigeants de l'OPHLM (pour ne prendre qu'eux comme exemple) ne considèrent pas vraiment le « logement social » comme une véritable priorité. Car un logement décent pour chacun, avec un loyer n'excédant pas 15% ou 20% des revenus, voilà une revendication qui n'a sans doute jamais effleuré l'esprit de ces messieurs. Forcément, cela heurte de plein fouet la logique du rendement qui domine notre société. Alors, on ne veut pas nous accorder de logements vacants ? Tant pis, nous les prendrons...

C. B.

(1) Confédération syndicale du cadre de vie, 39, rue Sauffroy, 75017 Paris.
(2) Comité des mal-logés, 67, rue des Vignoles, 75020 Paris. Permanences le dimanche de 10 h à 14 h.

Uranium non merci !

DÉCIDÉMENT, la COGEMA (1) aime la Bretagne centrale. Malgré l'opposition des populations locales (secteur de Glomel et Bubry notamment), ses prétentions la poussent à mener des recherches en vue d'exploiter ces sites.

A Bubry, la COGEMA est déjà propriétaire de 6 hectares de « terrains prospectables » mais cherche à y ajouter « Bréhédigan », une petite exploitation agricole en vente actuellement (340 000 F pour les terres et les bâtiments). Dans ses propriétés privées (« défense d'entrer »), la COGEMA espère pouvoir mener à bien ses projets qui ne concernent pas que Bubry, dans le Morbihan, un cinquième des terres agricoles sont concernées par des permis de recherche en uranium.

Le Comité anti-uranium de Bubry (2), qui actuellement regroupe en majorité des agriculteurs, argumente ainsi son refus : dans un secteur où l'agriculture reste l'activité motrice de l'économie locale, le label « produit irradié » ne serait pas forcément très prisé des consommateurs. Or, l'activité minière n'étant qu'éphémère, le désert risque de lui succéder, comme dans certains endroits du Limousin.

Pour un développement local

Dans ce coin de terre qui ne veut pas retourner à la friche, le comité de défense veut couper l'herbe sous le pied de la COGEMA en rachetant l'exploitation de Bréhédigan. Il a été fait appel à la SBAFER (Société bretonne d'aménagement foncier) qui possède une priorité d'achat sur toute terre agricole mise en vente (droit de préemption), pour qu'elle revende ensuite l'exploitation à un GFA (Groupement foncier agricole) anti-uranium (3).

Celui-ci, en tant que gestionnaire, projette d'aménager les bâtiments en gîtes ruraux, salle des fêtes (et de réunion), etc., et d'exploiter les terres à usage agricole ou forestier.

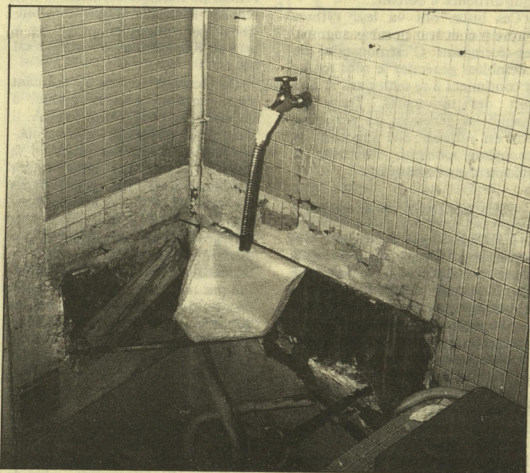
A Bubry, un appel a été lancé aux gens de bonne volonté pour acheter des parts de GFA (3 400 parts à 100 F) en attendant sa constitution officielle. La COGEMA ne passera pas par là.

J.-C. (Rennes)

(1) Compagnie minière s'occupant du combustible des centrales nucléaires pour le compte de l'Etat.

(2) Comité anti-uranium, tél. 97.51.73.24 (chez Yves Boky, le président).

(3) GFA, Bréhédigan, Bubry c/o mairie, 35310 Bubry.



AUDIOVISUEL

Des odeurs de scandale dans le PAF

CONSTERNANT, désolant, affligeant... Comment définir ce qui forme actuellement le paysage audiovisuel français, qui vient de connaître son plus grand mouvement de grève depuis ces quinze dernières années ?

Personne n'ignore plus l'influence de ces grands moyens médiatiques au sein des sociétés modernes. Cette influence met les travailleurs de ce secteur dans des conditions de revendication assez exceptionnelles. Même si nous ne verserons pas des larmes sur leurs conditions de travail, ces personnels ont raison de se battre. Toutes les injustices sont insupportables, toutes les formes d'exploitation sont à condamner, tout licenciement économique est scandaleux.

Mais dans ce secteur, comme dans tous les autres d'ailleurs, il est difficile de mettre à plat la grille complète des salaires. Et pour cause ! système capitaliste oblige.

Un brouillard juridique

Il est quasiment impossible de connaître ce que gagnent exactement les hauts cadres dirigeants des entreprises. Un brouillard juridique a été posé sur la grille des rémunérations. Heureusement pour le système car, sinon, nous ne donnerions pas cher de sa peau si cela pouvait être mis à la connaissance des travailleurs de l'entreprise.

Pour les douze millions (de centimes) de rémunération d'un journaliste, aux qualités jugées exceptionnelles, où se situent les deux extrêmes ? Camarades du PAF, exigez que soit mis à plat et rendu transparent l'ensemble des rémunérations existantes. La vraie bagarre, c'est aussi et surtout celle-là. Il serait bon que toutes les rémunérations distribuées par les entreprises apparaissent dans les documents accessibles au public.

Voilà un grand axe de combat pour les années à venir. Nous sommes étonnés que toutes les grandes centrales réformatrices n'aient jamais cherché à mobiliser leurs militants sur ce sujet. Le pointillisme juridique qu'elles défendent, dans le

cadre des grandes négociations, n'est rien à côté de cette nécessaire transparence sur les rémunérations. Il faut que cesse cette pudibonderie régnant dans les organisations syndicales et que les vrais intérêts de la classe ouvrière réapparaissent au grand jour, sans honte et sans complexe.

En attendant qu'une telle revendication aboutisse, posons notre regard sur ce paysage audiovisuel français. Depuis 1981, année durant laquelle la « libération des ondes » commença, ce PAF ressemble à un immense bazar, image fidèle de l'économie capitaliste où le bon (comme Radio-Libertaire) côtoie le pire (inutile de citer des noms...). La CNCL et maintenant le Haut Conseil de l'audiovisuel n'ont et ne changeront rien à l'affaire.

Un formidable marché

Il s'agit d'un formidable marché à fric que n'hésite pas à transgresser Bouygues, notamment, dont la chaîne (TF1) vient d'être condamnée à payer 480 000 F d'amendes pour avoir dépassé la durée autorisée de diffusion de spots publicitaires. Mais Bouygues n'est pas un cas isolé. La Cinq et M6 sont, elles aussi, soumises à la même procédure, pour le même type de délit. Bouygues, Hersant... leurs sourires de brigands en disent long sur leurs intentions...

Mais l'asservissement et l'avalissement des médias est déjà une longue histoire. Hier, il s'agissait d'une collusion directe avec le pouvoir en place ; aujourd'hui, celle-ci s'est faite plus discrète alors que la collusion financière tient, elle, aujourd'hui le haut du pavé... et de nos écrans.

Pour ces barons du capital, il s'agit bien sûr de rentabiliser leurs investissements (Bouygues a mis 3 milliards de francs dans TF1) dans les dix ans à venir. Trois milliards de francs, une somme énorme qui lui permet de prendre possession de la « Une », et pourtant qui ne couvre même pas le budget de fonctionnement de cette chaîne fixée à 4,5 milliards ! Il semble, là aussi, que le

« constructeur » ait fait une bonne affaire sur le dos de l'Etat, qui est, en définitive, le dos des contribuables...

Quelques mois avant la célébration du bicentenaire, dont la commémoration va ressembler à un enterrement de première classe des idéaux révolutionnaires, il serait bon de songer déjà aux têtes qu'il reste à couper. En inventant la guillotine, le docteur Guillotin souhaitait mettre un terme à ce privilège qui voulait que seuls les nobles avaient le droit d'être décapités. Dans le même ordre d'idées, il serait heureux pour notre « constructeur », qui fit proposition au gouvernement chiracien d'édifier

des prisons privées, de lui faire goûter — ainsi qu'aux sinistres sires de son acabit — aux « délices » des établissements pénitentiaires. Il semble faire partie de ces cols blancs dont la délinquance organisée est le métier.

En définitive, le grand Elisée Reclus avait raison. Face à ce grand désordre d'une société économique qui permet aux vautours de l'industrie et de la finance de s'accaparer puissance et richesses collectives, l'anarchie reste bien « la plus haute expression de l'ordre ».

Roland BOSDEVEIX
(Gr. Louise-Michel)

Le lait coule à flots

Le prélèvement de pénalités laitières, pour dépassement de quotas, ne sera pas passé inaperçu en Bretagne. Des dizaines de milliers de litres ont été répandus sur la chaussée en signe de protestation. Il aurait mieux valu sans doute que ce lait soit distribué gratuitement dans les cités ouvrières, histoire de favoriser le dialogue ouvriers-paysans. Mais la colère a pris le dessus, et le désespoir n'aide guère à prendre le recul nécessaire à toute action.

La Confédération paysanne et les petits producteurs de lait agissent seuls sur le terrain pour forcer les « péqueno-crates » à rendre le système des quotas plus humain et plus cohérent. Les laiteries, qui préféreraient voir rentrer leurs camions de lait sans embûches, n'ont qu'à faire comprendre à l'ONILAIT (qui dépend de l'Etat) que la gestion des quotas pourrait être plus saine. On comprend cependant leur embarras, face à un organisme de contrôle auquel elles n'ont pas tout déclaré. Et ce lait « invisible » a été payé sous forme de primes ou de livraisons d'engrais et de semences. La répartition des quotas individuels relève, quant à elle, du flou artistique et tout le monde sait que les gros producteurs ont bénéficié de rallonges de quotas, théoriquement interdites.

Ces pauvres laiteries, qui jouent les saintes nitouches, portent parfois plainte pour vol de lait, voire de camions, et entrave à la liberté du travail, sans guère se soucier de la liberté du travail de leurs livreurs (des procès en perspective ?).

La plupart des éleveurs de vaches laitières espèrent d'autres perspectives, celles qui leur permettront de vivre de leur travail au sein d'une agriculture solidaire.

L'automne sera déterminant sur l'avenir de l'agriculture européenne ; les responsables qui gouvernent la CEE prendront, dans les mois à venir, des décisions fondamentales. La pression sera-t-elle suffisante pour que ça n'aille pas dans les mauvais sens ?

J.-C. (Rennes)

UNIVERSITÉ

Ras-le-bol dans les facs !

LES étudiants et les lycéens ont manifesté jeudi 20 octobre avec les travailleurs. Mais les étudiants se sont réveillés depuis déjà plusieurs semaines...

Avant la rentrée universitaire, dans quelques académies, particulièrement dans le Nord et en Bretagne, des actions ont eu lieu. Forum avec les acteurs de l'université et des notables régionaux à Lille, occupation du rectorat à Rennes, etc. Les luttes et les réflexions ont pris diverses formes. Mais elles sont restées

partielles : soit limitées à des revendications particulières, soit limitées à des lieux géographiques précis. Ces luttes réussissent plutôt bien (postes créés, dossiers d'inscription accordés, etc.), mais elles n'échappent pas aux limites qu'elles se donnent. A cela, il faut ajouter que ces luttes sont peu connues des étudiants, car les informations fiables sont difficiles à obtenir.

Ces luttes ont vu leur rythme s'accroître et leur nombre augmenter récemment. C'est pourquoi des assemblées générales se sont tenues et continuent à se tenir dans la plupart des universités. Dans ces assemblées générales, la participation est variable, elle augmente si, au même moment, des luttes se mènent dans l'université.

Récupération, non merci

L'UNEF-ID (1) et ses militants socialistes freinent au maximum toute revendication ou action, solidarité de parti oblige. Ils prennent n'importe quel prétexte pour faire perdre du temps dans les assemblées générales, le but étant de laisser les étudiants présents, de les dégoûter de toute action, etc.

Les branches trotskistes de l'UNEF-ID naviguent au coup par coup, dans l'espoir de récupérer des militants (et de défendre les couleurs juquinstes, lambertistes, laguilletistes, etc.) ou en vue des prochaines élections (2).

L'UNEF (3) ou l'UEC, pile ou face, encourage(nt) toute agitation, du moment que le PCF peut récupérer des militants, des déclarations d'intention et, surtout, des voix pour les prochaines élections. Les communistes ne se donnent pas d'autres objectifs, excepté quelques « liquidateurs » qui se bercent d'illusions.

Voilà pour les deux « monstres » du syndicalisme étudiant. Signalons qu'il existe un syndicat présent sur une quinzaine de campus (Pour un syndicalisme autogestionnaire : PSA, voir l'interview de leur secrétaire général), dont les militants se sont engagés sur des revendications précises. Ce syndicat étudiant n'est, à l'heure actuelle, l'instrument d'aucune direction politique ou

syndicale, bien que la CFDT ait contribué à sa création.

Sale temps

La pluie était au rendez-vous, jeudi 20 octobre. Donc, peu d'étudiants ont manifesté. On pourrait croire que les étudiants sont solubles, mais les universités d'Ile-de-France ne font que commencer à se remuer. Pourtant, moins d'un million d'étudiants alors qu'il y en a près de 400 000 dans la région, c'est peu.

Un cortège lycéen et étudiant s'est constitué à la Sorbonne, à l'appel de la FIDL (4) et de PSA. Il s'est dirigé vers le cortège des fonctionnaires, rassemblés place de la Bastille. Il n'a pas pour autant fusionné avec les manifestants appelés par l'UNEF et la Coordination lycéenne. Ce sont donc deux cortèges lycéens et étudiants distincts qui ont rejoint l'Opéra (une banderole de l'UNEF-ID est apparue par magie au cours de la manifestation). Les deux groupes étaient de taille à peu près égale : environ un million de jeunes chacun. A noter la distribution de guides aux lycéens (sur le fonctionnement de l'université et de ses œuvres) réalisée par les étudiants de PSA.

Tous les slogans lycéens et étudiants tournaient autour de la nécessité d'une loi de programmation pour l'enseignement : plus de postes de profs et de personnel, plus de locaux, du matériel moderne, etc. En résumé « plus et mieux » étaient les revendications unitaires.

Ceci rejoint les revendications des travailleurs avec lesquels nous manifestions.

De l'avis des jeunes manifestant ce jeudi-là, ceci n'est qu'un avertissement et les luttes vont continuer dans les facs et les lycées. Il faut espérer que les travailleurs continueront eux aussi leurs luttes.

Fédéralisme et réflexion

Afin de prendre part aux revendications étudiantes et conserver notre spécificité anarchiste, nous devrions :

- définir un fonctionnement fédéraliste en cas de mouvement de reven-



dication étudiant-lycéen : quels mandats donner aux délégués, quel genre de coordination nationale, quel échange des informations et comment, etc. Ceci pour ne pas avoir à subir les pratiques autoritaires des politiciens en herbe (style Isabelle Thomas, Philippe Dariulat, David Assouline, etc.) ;

- chiffrer les besoins financiers de l'enseignement : créations de postes, construction de locaux et de cités universitaires, etc. Ceci pour couper court aux revendications démagogiques et montrer les limites du système ;

- réfléchir et avancer des propositions d'enseignement non-autoritaire qui doivent être adaptées aux besoins et aux possibilités de chacun en vue de l'acquisition de connaissances et de la formation professionnelle.

Les étudiants et lycéens anarchistes ne doivent pas uniquement s'investir dans un militantisme visant à l'amélioration des conditions d'études. Car, dans le système

actuel, les études sont réservées principalement aux enfants des classes favorisées et sont destinées à perpétuer une élite. Nous n'oublions pas que les luttes antimilitaristes, écologistes, antiracistes et les actions pour une société fédéraliste et libertaire peuvent se mener dans les universités et les lycées.

LAURENT (Gr. Flores-Magón)

(1) UNEF-Indépendante et démocratique : dominée par une majorité de militants socialistes anciens du PCI, plus des minorités dirigées par des militants trotskistes.

(2) « Elections bourgeoises ! mais tu comprends, camarade, il faut apparaître ». Vous avez dit conditionnement ?

(3) Union nationale des étudiants de France : dominée par les militants du PCF.

(4) Fédération indépendante et démocratique lycéenne : succursale de l'UNEF-ID dans les lycées.

A lire : les arrières du Monde daté du 20 octobre 1988.

Interview du secrétaire général de PSA

PSA (Pour un syndicalisme autogestionnaire) a été créé au début des années 80 par des étudiants proches de la CFDT, en réponse à la subordination croissante des UNEF aux partis politiques. Il est présent sur une quinzaine de facs : en Ile-de-France (même à Assas), à Bordeaux, Grenoble, Lyon, etc. PSA a un fonctionnement fédéraliste (autonomie des sections). Nous vous proposons ici une brève interview de son secrétaire général.

LAURENT (Gr. Flores-Magón)

— Laurent : Que pensent les étudiants de PSA de la situation actuelle de l'enseignement supérieur ?

— Secrétaire général de PSA : PSA a été le premier syndicat étudiant à appeler (dès le 12 octobre) à une grève d'avertissement pour le 20 octobre dans l'enseignement supérieur. Déjà, l'année dernière, nous avions activement participé au mouvement contre le budget insuffisant de l'Education nationale. Il s'agit pour nous d'obliger le gouvernement à assumer concrètement le fameux slogan, lancé en 1985 par Chevènement, « 2 millions d'étudiants en l'an 2000 ». Il faut cesser de lancer des idées en l'air de façon démagogique. La réalité, aujourd'hui, lors de cette rentrée, c'est que le système universitaire n'est pas capable, matériellement et pédagogiquement, d'accueillir 1,2 million d'étudiants. Les mêmes ont été au pouvoir de 1981 à 1986 et rien n'a été fait. C'est pourquoi l'exaspération est à son comble.

— L : Sur quels thèmes les étudiants de PSA vont-ils continuer à lutter ?

— PSA : En mai dernier, nous avons décidé d'intensifier la lutte pour l'amélioration des bourses d'études. Les étudiants qui arriveront à l'université dans les prochaines années seront de plus en plus issus de milieux défavorisés. C'est pourquoi il faut, dès maintenant, mettre en place un système cohérent d'aides financières directes et indirectes à leur égard.

Les étudiants de PSA agissent donc, dans un premier temps, pour la mensualisation du versement, l'élargissement des critères d'attribution, et la nécessaire revalorisation des bourses.

Sur le plan matériel, nous demandons une loi de programmation pour l'enseignement supérieur, comprenant la rénovation et la construction de cités universitaires, des créations de postes d'enseignants et de personnel ATOS (administratif, technique et ouvrier de service) pour que les conditions d'études des étudiants en premier cycle soient décentes l'année prochaine... en attendant mieux !



Elargir les revendications

Tout le monde en a entendu parler : depuis la rentrée, plusieurs lycées bougent — ou plutôt ont bougé. A Tours, Rouen, Blois, Orléans, etc., plusieurs centaines de lycéens ont manifesté, assiégé « leur » rectorat, etc. Dans d'autres endroits, dont la banlieue parisienne, des actions locales ont eu lieu : les lycéens de tel bahut bloquaient une sortie d'autoroute, etc. Motif de la grogne : les conditions d'enseignement, pire que celles de l'année dernière. Les lycéens se retrouvent souvent à 40 ou 45 par classe, même en cours de langues. D'autres ont cours dans des « salles » préfabriquées. Les LEP manquent de matériel. Les lycéens sont complètement délabrés, etc.

Mais, si souvent les lycéens (ceux où les conditions d'enseignement étaient les pires) qui ont débrayé — en accord avec les profs — ont obtenu partiellement satisfaction, ne nous leurrons pas : il n'y a pas de mouvement. Ainsi, les coordinations nationales lycéennes organisées par les Jeunesses communistes (JC), qui cherchent à contrôler un éventuel mouvement, ont rassemblé très peu de monde : seulement 30 lycéens étaient représentés à la coordination du 16 octobre. Une prochaine coordination est prévue pour le 27 octobre, pour faire le point après la journée nationale du 20. Celle-ci a été un échec : moins de 1 000 lycéens à la manif à Paris.

De son côté, la FIDL, qui a tenu un conseil national les 7 et 8 octobre, veut aussi participer à ces tentatives de mouvements. Elle est d'ailleurs en train d'être noyée par les JCR, qui auront devant eux une structure vide, non représentative.

Les lycéens libertaires ont participé aux coordinations. Ils cherchent à donner l'idée, ancrée chez les lycéens, que ce sont de meilleures conditions de travail (20 élèves par classe, etc.) qui élimineront la sélection. Ainsi, une motion allant dans ce sens — incitant à sortir du domaine matériel pour réclamer une pédagogie différente et faisant la liaison entre le système scolaire sélectif et la société — a rencontré un écho favorable (motion repoussée par une voix d'écart) affolant les « chefs JC ».

J.-R. L. (CLÉA-Paris)

SERBIE

Nouvelle version du nationalisme-communiste

De récents événements ont de nouveau attiré l'attention sur la Yougoslavie, mais la presse française fait si bien son travail qu'il nous a semblé indispensable d'éclairer certains aspects importants et habituellement méconnus de la réalité yougoslave. En effet, ce qu'écrivait par exemple le correspondant du Monde à Belgrade, Paul Yankovitch, est proprement scandaleux par sa partialité, les lecteurs du Monde n'étant pas mieux informés que ceux de la presse nationaliste serbe.

Groupe libertaire yougoslave Kamov

La République de Serbie, qui est la plus grande et la plus peuplée des six républiques yougoslaves, comporte deux régions autonomes : la Voïvodine et le Kosovo. Au Kosovo, les Serbes et les Monténégrins représentent moins de 10% de la population, et les Albanais plus de 85%. Détenant le record européen des taux de chômage et de natalité, le Kosovo est la région la plus pauvre de Yougoslavie.

Au printemps 1981, on a vu surgir un mouvement nationaliste albanais, mouvement d'une ampleur telle que l'état d'urgence a été promulgué. Les heurts avec la police et l'armée ont fait un nombre de victimes encore inconnu à ce jour. La revendication principale : faire du Kosovo une république, n'a pas

même été discutée par les responsables politiques, pressés de coller sur l'ensemble l'étiquette de « contre-révolution ».

Passant sous silence la répression dont étaient victimes les Albanais, la presse serbe parlait déjà des agressions dont fut victime la minorité serbe pendant ces événements. Avec la « normalisation », les actes d'hostilité envers les Serbes et les Monténégrins n'ont pas cessé, bien au contraire. Les pressions dont ils étaient victimes ont obligé un grand nombre d'entre eux à émigrer vers d'autres régions.

Que l'exode ait pu aussi avoir des raisons économiques n'intéresse pas les médias serbes occupés à rendre compte quotidiennement des agressions, viols et meurtres dont les auteurs seraient des nationalistes

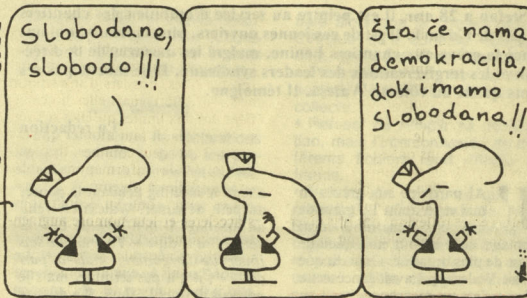
albanais. En politisant les faits divers, on évite soigneusement, bien sûr, toute référence à des données statistiques et on va jusqu'à parler de génocide.

Un matraquage médiatique

Ce matraquage médiatique a participé à développer un nationalisme serbe aux allures de psychose collective, conjuguant la frustration et l'euphorie. Même les professeurs gauchistes chassés de l'université de Belgrade en 1968 se sont ralliés à la cause nationale, et parfois au mysticisme orthodoxe.

Tous les ingrédients du nationalisme sont aujourd'hui réunis : l'ennemi (aujourd'hui les Albanais), un territoire à unifier (par la soumission des régions autonomes au pouvoir central), avec à long terme une perspective d'extension (la Yougoslavie unifiée serbisée), une religion florissante en plus du marxisme-léninisme et surtout un chef.

Le chef charismatique a été trouvé dans la personne de Slobodan Milosevic, qui a pris le pouvoir l'an dernier au comité central de la Ligue des communistes de Serbie. Il a également placé un ami, général, à



O Slobodan, ô liberté... Pas besoin de démocratie tant que nous avons Slobodan.

la présidence de la République de Serbie. Son discours et ses procédés sont simples et bien élaborés : en poursuivant ses buts nationalistes, il utilise toujours le registre des catégories idéologiques marxistes-léninistes. Il prône la lutte contre la bureaucratie et les « fauteuillistes », afin de libérer des places pour sa propre équipe, condamne bruyamment la corruption pour se donner une image immaculée et enfin s'appuie sur l'armée.

Une application des manipulations idéologiques de « Slobodan » est l'organisation des manifestations « ouvrières » de masse en signe de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo. Ces manifestations ont pris parfois des dimensions impressionnantes : 300 000 personnes à Nis, 200 000 à Kragujevac, 100 000 à Titograd et à Novi Sad, etc.

Signalons que le président du comité « indépendant » organisant ces rassemblements était un colonel de la milice à la retraite. Le but de ces manifestations « spontanées » si bien organisées était surtout de faire pression sur les directions locales et régionales qui n'étaient pas sur la ligne nationaliste de Milosevic, et d'obtenir leur limogeage. Les slogans que l'on pouvait lire ou entendre à cette occasion étaient en général d'inspiration nationaliste. Cela allait jusqu'à « Nous voulons des armes », « Mort aux Albanais », « Vas-y Slobodan ! s'il le faut jusqu'à Tirana ! » et bien sûr : « Nous aimons l'armée populaire yougoslave ».

Les exigences d'ordre social étaient présentes mais en minorité. Le point culminant de cette euphorie nationaliste fut la chute du gouvernement régional de Voïvodine et la tentative de mettre à bas le comité central du Monténégro. Ces événements semblent bien devoir être considérés comme une manœuvre de Milosevic, dans le but de faire accepter les exigences serbes pour les modifications de la Constitution qui doivent être promulguées le 29 novembre prochain. Ces exigences concernent la limitation des prérogatives des régions autonomes, afin

de les soumettre au pouvoir central de la République de Serbie.

Un nationalisme institutionnalisé

Il s'agit donc là d'un nationalisme institutionnalisé dans la structure du parti serbe et les mass-médias totalement dirigé par ces structures. Le débat sur les modifications de la Constitution est l'occasion de graves conflits entre les dirigeants des différentes républiques, les pôles opposés étant constitués par les directions serbes et slovènes, cette dernière souhaitant libéraliser la vie politique (1).

Lors du dernier plenum du comité central (fédéral), on s'attendait à une cascade de démissions, Milosevic étant le plus ardent partisan du « renouvellement des cadres », mais le seul à devoir quitter la présidence du comité central fut un ami de celui-ci. Cela signifiait-il que les directions des autres républiques ont été effrayées par les événements de Voïvodine et du Monténégro ?

Quand à « Slobodan », on voit mal comment il peut réussir à ramener la paix au Kosovo lorsque cette région sera sous son contrôle direct. Et s'il devait échouer sur ce point, la base à laquelle il a appris à descendre dans la rue contre ses adversaires, le chômage et l'inflation aidant, risquerait fort de brûler de demain l'idole qui l'aura déçu.

La coexistence de nationalismes opposés est aujourd'hui la principale caractéristique de la vie politique yougoslave. Nous, en tant que libertaires, n'avons le droit de faire des concessions à aucun nationalisme et devons plutôt contribuer à les démasquer tous.

Groupe libertaire yougoslave Kamov

(1) Signalons que le procès intenté par l'armée à quatre pacifistes est maintenant terminé et les condamnations confirmées et même aggravées pour l'un d'eux par la cour suprême de l'armée. Il convient donc, plus que jamais, de protester auprès de l'ambassade yougoslave (54, rue de la Faisanderie, 75016 Paris) contre les condamnations (de 1 à 4 ans de prison) de Janez Jansa, David Tasic, Ivan Borstner et Franci Zavrl (voir Monde libertaire n° 713, du 23 juin 1988).

KURDISTAN

Halte au génocide !

L'émission « Les Damnés de la Terre » (1) de Radio-Libertaire vient d'inviter des militants du Comité contre l'extermination du peuple kurde (CCEPK). Dix-neuf militants sont en grève de la faim depuis le 4 octobre devant l'UNESCO, place Fontenay, Paris 7°. Allez nombreux les rencontrer, pour leur permettre de garder le moral.

La rédaction

— Radio-Libertaire : Comment vous est venue cette idée de grève de la faim ? Comment êtes-vous organisés ? Comment cela se passe-t-il sur le terrain ?

— CCEPK : Depuis le 4 octobre, nous avons commencé la grève de la faim avec quelques amis. Je précise que nous ne faisons pas partie d'une organisation ou d'un parti politique. C'est une action spontanée. On a discuté avec quelques amis pour monter cette action. Au départ, nous avons vu qu'il y a des bombardements et l'utilisation d'armes chimiques. Il y a quelques protestations par-ci, par-là, mais cela n'a jamais abouti à une action réelle de sanctions, surtout contre le gouvernement irakien qui bombarde des villes kurdes. On voit des hommes, des femmes, des enfants tomber comme des mouches et le monde reste silencieux.

Donc, on a commencé cette grève après qu'il y ait eu quelques manifestations qui n'ont pas abouti. Nous nous sommes dit que, par la durée de l'action, le monde ouvrira peut-être la bouche et que l'ONU imposera une sanction au gouvernement irakien et aux responsables du génocide du peuple kurde. On est allé devant l'UNESCO. Je dois remercier l'aide généreuse de Médecins sans frontières, sans lesquels nous ne pouvions pas rester sous la pluie et résister si longtemps. On a envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU et on a mentionné dans celle-ci 8 revendications : elles demandent à l'ONU et au Haut Commissariat pour les réfugiés de prendre en charge les 120 000 réfugiés kurdes qui se trouvent en Turquie, victimes des derniers bombardements irakiens.

Ces gens-là se trouvent aujourd'hui dans une situation lamentable. La météo est de plus en plus à leur désavantage. Il fait affreusement froid. Les deux tiers sont des enfants et ne vivent qu'avec une

couverture, sans rien pour se chauffer.

— R-L : On peut rappeler que les liens très forts qui existent entre la France et l'Irak ont encore cloué le bec au gouvernement français, qui continue le commerce des armes avec l'Irak.

— CCEPK : Bien sûr, je crois que le gouvernement français a beaucoup aidé le gouvernement irakien, mais il n'est pas le seul. Il y a des usines de bombes chimiques en Irak, dont les pièces détachées proviennent de Belgique, de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Australie. Et les matières premières sont fournies par les Etats-Unis, même si le gouvernement américain a dénoncé les bombardements chimiques.

— R-L : Faisons un petit tour géographique pour situer le peuple kurde.

— CCEPK : Il se situe au Proche-Orient sur l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie. Il est partagé sur ces 4 pays depuis la Première Guerre mondiale, après le traité de Lausanne. Ces frontières viennent de la localisation des puits de pétrole.

— R-L : Le peuple kurde, actuellement, représente combien de personnes ?

— CCEPK : A peu près vingt millions de personnes, dont la plus grande partie se trouve en Turquie.

— R-L : Vous avez de gros problèmes au niveau de l'expression culturelle. Peut-on parler la langue kurde ?

— CCEPK : En Turquie, il est formellement interdit de parler kurde sous peine de 3 à 6 mois de prison. Pour le gouvernement turc, le peuple kurde n'existe pas ; il appelle les Kurdes les « Turcs des montagnes ». Mais quand on va dans les villages des montagnes kurdes, les paysans parlent kurde. Ils apprennent le turc à l'école et au service militaire. En Iran, ils parlent

kurde, mais il n'y a pas d'écoles en kurde. La langue n'est pas reconnue par le gouvernement, mais il y a deux radios kurdes.

En Irak, il y avait des écoles, des revues, des journaux. Dans la partie irakienne, la littérature s'est développée jusqu'à l'arrivée du parti Baas au pouvoir en 1968. Il a retiré petit à petit tout ce que ce peuple possédait de liberté d'expression.

En 1978, il a décidé d'arabiser toutes les écoles, et actuellement, il y a très peu de cours en kurde. Mais la population parle toujours kurde. On lui enseigne un arabe classique et quand elle va dans les villes du Sud, on l'écoute de manière ironique.

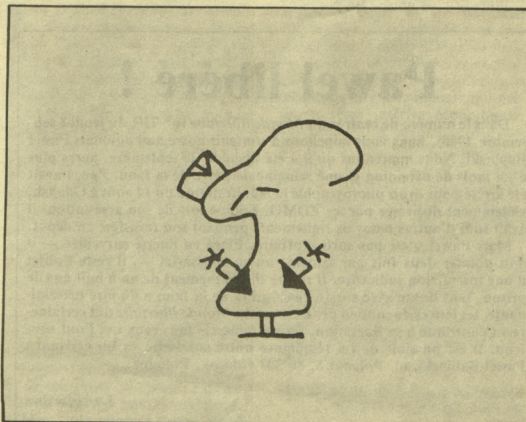
— R-L : Quelles sont les vicissitudes des Kurdes au milieu de la guerre Irak-Iran ?

— CCEPK : Les Kurdes des frontières sont des voisins et des cousins. Le gouvernement islamique iranien a bombardé de nombreux villages et villes kurdes, car la population demandait une simple autonomie. Le gouvernement irakien ne fait pas la différence entre Kurdes irakiens et Kurdes iraniens et les bombarde aux armes toxiques. Dans la ville de Halabja. Il y a eu 5 000 morts. Des centaines de villages ont été rasés. Le gouvernement irakien voulait faire une ceinture de sécurité sur les frontières : il a vidé plus de 3 000 villages kurdes, il a détruit toutes les sources d'eau naturelles, il a brûlé toutes les cultures.

Les organisations politiques kurdes n'ont pas su utiliser la guerre à leur avantage. Certains partis kurdes iraniens se sont alliés au gouvernement kurde irakien. Des partis kurdes irakiens se sont alliés au gouvernement de Khomeiny, d'autres au gouvernement syrien. Mais Khomeiny n'est pas meilleur pour les Kurdes Saddam Hussein. (...)

NOTES

(1) L'émission « Les Damnés de la Terre » a lieu un mercredi sur deux, de 20 h 30 à 22 h 30, sur Radio-Libertaire (89.4 MHz, en région parisienne). Les prochaines émissions : le 26 octobre, droit d'asile, urgence absolue ; le 9 novembre : le peuple inuit ; le 23 novembre, les brigades de la paix internationales.



N°723 JEUDI 27 OCTOBRE 1988

POLOGNE

« A star is dead ? »

Stefan a 28 ans, il est peintre au service d'entretien des chantiers navals de Gdansk. Il est de ces jeunes ouvriers, plus radicaux, qui ont lancé la grève aux chantiers Lénine, malgré les menaces de la direction et les tergiversations des leaders syndicaux. Il ne mâche pas ses mots quant au rôle de Walesa. Il témoigne.

La rédaction

J' ai participé aux grèves en mai et en août. La grève de mai était un mouvement spontané, celle d'août était quelque chose de plus organisé. On a dit que c'était Walesa qui avait lancé cette grève ; c'est un mensonge.

Après la grève de mai, nous avons créé le groupe « dym » (« fumée »). Ce qu'il faut dire, c'est qu'après mai Solidarnosc n'était pas mort : on chantait dans les bus, dans les trams, dans les trains, on colportait les journaux. Alors on éclaté les grèves de Silésie. Ces grèves duraient depuis plusieurs jours déjà, mais rien ne bougeait du côté de nos dirigeants. C'est le groupe « dym » qui a proposé de convoquer un meeting dans l'enceinte des chantiers navals, pour soutenir les mineurs grévistes. Nous avons imprimé un tract. Jeudi (18 août, NDLR), nous avons été plutôt froidement accueillis en réunion de commission d'atelier. Les copains parlaient de provocation, ils nous demandaient « mais qu'est-ce qui vous permet de faire quoi que ce soit vous mêmes ». On a beaucoup tourné autour de ce tract. Et puis, vendredi (19 août, NDLR) on

a tenu le meeting pendant la pause, au petit déjeuner. Walesa est venu au meeting. Il m'a regardé de travers et m'a dit : « Toi, là, tu sais jouer de la guitare, mais à part ça... » ; il n'a pas terminé, mais je pouvais deviner la suite. Il a déclaré aux gars rassemblés devant la salle de l'atelier K1 que si la situation ne changeait pas la grève commencerait lundi. Là, nous on l'a pris au mot. On a appris, pendant le week-end, que Walesa avait déclaré que l'on attendrait une semaine encore. Mais nous, en réunion de commission d'atelier, nous avions décidé que la grève aurait bien lieu lundi.

Lundi (22 août, NDLR), je suis arrivé à l'atelier dès 6 h 30, et j'ai commencé à organiser les gens. Les gars ont commencé à se rassembler dans le vestiaire. Finalement, j'ai compris que je ne pourrais plus les faire rester longtemps, car les contremaîtres sont entrés pour mener les gens au travail. C'est alors que le directeur est arrivé. Il m'a demandé « qui m'a autorisé », je lui ai répondu que j'agissais au nom du comité de grève qui prend en main les chantiers navals, et que je lui demandais de quitter le vestiaire. Nous avons pris les banderoles et les drapeaux, et nous sommes sortis



Walesa : la « star » ?

devant l'atelier. J'ai vu des gens qui, comme nous, sortaient de leur atelier (le C5) et qui se rassemblaient devant. Nous nous sommes rejoints, mais nous n'étions pas très nombreux.

« Stoppe ta machine, et viens avec nous »

On est allé sur le pont (une partie des chantiers Lénine est située sur une île, NDLR), les gens nous regardaient comme si nous étions des fous. Ensuite, un groupe nous a rejoint, je ne sais plus de quel atelier, le C4 ou le C3 je pense. De nouveau, il s'est avéré que ça manquait d'organisation. On est allé à l'atelier K1, j'ai vu que les gens étaient à leurs postes. Je me souviens d'un moment où j'ai dit à un travailleur : « Stoppe ta machine et viens avec nous, on est en grève ». Il m'a répondu qu'il ne pouvait pas. Là, un copain lui a dit qu'on la stopperait nous, la machine, mais qu'il fallait nous dire comment. L'autre lui a montré ; dès que nous avons stoppé la machine, il est venu avec nous. Et c'est comme ça que l'atelier K1 a rejoint la grève.

Plus tard, quelqu'un a diffusé une fausse information, comme quoi c'est le K1 qui avait démarré la grève. On est retourné sur le pont, et on y a rencontré un autre groupe qui comprenait Szablewski (Alojzy Szablewski, porte-parole du comité de grève de mai). De là, on est allé prendre le contrôle des portes. Puis, on s'est occupé de mieux organiser la grève. On a organisé la presse, mais au début on n'avait qu'un rouleau. On n'avait même pas de machine à écrire. Côté bouffe, ça allait, l'approvisionnement de l'extérieur arrivait bien.

Il est venu un groupe du KPN (Konfederacja Polski Niepodległej : Confédération polonaise indépendante). Trois personnes, c'est la fille qui a parlé. Quand on a appris qu'ils voulaient nous soutenir, on était très contents avec les copains. Nos leaders étaient très critiques, mais qu'est-ce que ça peut faire ?

Moi, j'étais au comité de grève. Bien des choses ne m'ont pas plu là-dedans ; ils avaient à peine obtenu des responsabilités qu'ils commençaient à se les disputer. Aux portes, l'atmosphère était fantastique, les gens croyaient qu'ils luttaient enfin pour quelque chose.

Le malheur, c'est qu'au bout de dix jours, on a compris que ce n'était pas vrai. Walesa est parti à Varsovie pour rencontrer Kiszczak (le général-ministre de l'Intérieur, NDLR). Nous lui avions donné notre confiance, nous l'avions mandaté pour défendre notre principale revendication : relégaler Solidarnosc. Mais il n'avait aucun mandat, il n'avait aucun droit de prendre d'autres décisions. Or, Walesa est allé à Varsovie et a pris la décision de stopper les grèves, c'est de là-bas

qu'il a envoyé des télex dans les boîtes, pour interrompre le mouvement.

« Walesa trahison ! »

Quand j'ai appris cela, j'étais furieux. Moi, j'estime cet homme pour ce qu'il a fait autrefois ; mais c'est terrible comme il a changé depuis. Quant au MKS (Miedzynakładowy Komitet Strajkowy : comité de grève inter-entreprises, NDLR) on a parlé d'arrêter la grève, moi je me suis levé. Personne ne nous a consulté, il n'y a eu aucun vote. Enfin si, il y a eu un vote pour décider si l'état de préparation à la grève devait être maintenu. Il y a eu 15 voix pour le maintien, 12 voix contre et dix abstentions. Mais il s'est trouvé un type pas possible pour comptabiliser les abstentions avec les voix « contre » ; et c'est comme ça qu'ils ont réglé la question. Moi, j'ai déclaré que je ne transmettrais pas une telle décision à la base. Alors Lech s'est mis en colère, il m'a crié que « je lui foutais la merde ».

Je suis retourné voir les gars, ils ne voulaient pas quitter les chantiers navals. Ils ont dit — là, j'ai peur d'employer certains mots — que notre cause avait été vendue à on ne sait pas quel prix, parce qu'il y en a qui s'étaient surestimés. Moi, je ne peux pas accepter, je ne peux pas pardonner. A mon avis, celui qui a crié « Walesa trahison ! » avait raison. C'est dur ; mais ce que je sais c'est que je ne veux pas d'un syndicat qui ne s'occupe que du beefsteak. Ce syndicat-là ne lutterait pas pour le simple ouvrier.

Propos recueillis par le groupe anarchiste (MA) de Gdansk



Procès de Mario Ines Torres

Le procès de Mario Ines Torres s'est déroulé le 6 octobre devant l'Audiencia Nacional, à Madrid. Le 17 octobre, le verdict est tombé : 7 ans de prison. Cette condamnation est venue confirmer les craintes suscitées par la façon dont s'est déroulé ce procès. En effet, celui-ci a eu lieu dans la salle du sous-sol de l'Audiencia Nacional où le public est séparé du tribunal par une vitre blindée et où comparaissent d'habitude des prévenus incarcérés, ce qui n'était pas le cas de Mario, en liberté provisoire depuis fin juillet. Le ton était en quelque sorte donné d'avance.

Au cours de ce simulacre de justice qui a duré deux heures trente, Mario a nié la totalité des faits qui lui étaient reprochés et qu'il avait reconnus, après dix jours de torture dans les cachots de la Guardia civil. Trois témoins ont affirmé l'avoir vu dans son village du Pays basque le jour du hold-up commis à Barcelone, que l'on prétend lui faire endosser. Côté accusation, pas de témoins. Il faut savoir que les personnes présentes dans la banque n'ont jamais reconnu Mario comme étant l'un des auteurs du braquage. Les co-inculpés dans cette affaire ont tous été acquittés pour insuffisance de preuves.

L'avocat Fernando Salas a souligné le fait que son client n'avait pas besoin d'argent qui ait pu le pousser à braquer une banque. Il a aussi fait remarquer que Mario avait avoué sous la torture avoir volé trois millions et demi de pesetas, alors que le montant du hold-up en question n'est que d'un million huit. Fernando Salas a, de plus, fait état de documents attestant d'une enquête ouverte par l'ONU contre le gouvernement finlandais pour falsification de documents lors de la procédure d'incarcération et d'extradition de Mario, alors qu'il demandait l'asile politique en Finlande.

Deux jours après le procès, le président du tribunal a reçu de l'ONU un dossier du même type concernant le gouvernement espagnol, au sujet des tortures dont avait été victime Mario, lors de son arrestation par la Guardia Civil en 1984. D'après des témoignages, le juge aurait fort mal pris la chose, ce qui expliquerait pour une part ce verdict si lourd. Dans sa notification écrite de la condamnation à l'avocat, le président du tribunal s'est permis de déclarer qu'il n'était pas convaincu de la participation de Mario au hold-up et que par conséquent, il le condamnait à 7 ans de détention. Drôle de juge, drôle de justice ! L'avocat a bien sûr fait appel en demandant l'acquiescement au bénéfice du doute. Etant donné le peu d'illusions qu'on peut se faire sur la « justice » espagnole, il est d'ores et déjà prévu de porter l'affaire devant la Haute Cour de justice européenne. Malheureusement, toutes ces procédures vont être longues, et l'on ne sait toujours pas si Mario va être à nouveau incarcéré.

Franco n'est décidément pas encore tout à fait mort, et l'Etat espagnol, socialiste ou phalangiste ne pardonne pas aux militants anti-franquistes et libertaires.

Nous vous ferons part, dans un prochain numéro, des formes de soutien à envisager.

Solidarité avec Mario Ines Torres.

J. VAZQUEZ (Gr. de Toulouse)

Un service régulier et pratique l'abonnement



Pawel libéré !

Dans le numéro de rentrée du *Monde libertaire* (n° 716, du jeudi 8 septembre 1988), nous vous appelions à soutenir notre ami polonais Pawel Babinski. Nous apprenons qu'il a été libéré le 20 septembre, après plus d'un mois de détention et une semaine de grève de la faim. Pawel avait été arrêté pour avoir photographié la manifestation du 14 août à Gdansk, violemment dispersée par les ZOMO. Frappé lors de son arrestation, il avait subi d'autres mauvais traitements pendant son transfert au dépôt. Mais Pawel n'est pas sorti d'affaire. Placé en liberté surveillée — il doit pointer deux fois par semaine au commissariat —, il reste l'objet d'une instruction judiciaire. Il risque théoriquement de un à huit ans de prison, sans doute avec sursis. Si sa grève de la faim a dû être déterminante, les lettres de soutien des lecteurs du *Monde libertaire* ont certainement contribué à sa libération. Pawel remercie tous ceux qui l'ont soutenu. Il est possible de lui témoigner notre solidarité en lui écrivant : Pawel Babinski, ul. Polanki 6, 80 308 Gdansk, Pologne.

La rédaction

GRANDE-BRETAGNE

Non à l'impôt par tête !

UNE importante réforme fiscale est entreprise en Grande-Bretagne : un impôt individualisé, par tête (Poll tax), va remplacer l'ancien impôt domestique, destiné à financer les services fournis par les collectivités locales. Les personnes résidant en Ecosse auront à le payer le 1^{er} avril 1989, celles habitant en Angleterre et au Pays de Galles n'y seront « invitées » qu'en 1990. Aucune date n'a pour l'instant filtré en ce qui concerne l'Irlande du Nord.

La grosse différence réside dans le fait que l'ancien système était un impôt sur la propriété, le nouveau sur l'individu. Au lieu de payer parce qu'ils ont un lieu d'habitation, les résidents britanniques vont payer simplement pour être en vie. Dans chaque circonscription, tout adulte de plus de 18 ans payera la même somme. Ce montant sera calculé afin que chaque collectivité perçoive autant d'argent qu'avec l'ancien système.

Une injustice provocante !

Le fait que le montant de la nouvelle taxe n'est absolument pas lié aux revenus du contribuable le rend particulièrement injuste. Comme les bas-salaires vivent généralement dans des logements collectifs, ils paieront davantage qu'avant. Quelques exemples... Monsieur et madame Bastard Thatcher, qui possèdent six propriétés dans le Sud-Est et qui payent actuellement 10 000 £ d'impôts, ne paieront que 262 £. Mais cinq adultes (maman, papa, un grand-parent et deux grands-enfants) partageant un petit appartement à Kentish Town auront à payer 4 682 £.

Parce que c'est sa résidence secondaire, la reine ne paierait que 350 £ pour son parc de

17 000 acres avec château à Balmoral (alors qu'elle ne paie rien pour l'instant), mais son facteur aura à payer 519 £.

A Glasgow, les habitants des quartiers aisés verront leur impôt baisser de 29% en moyenne, ceux des quartiers pauvres augmenter de 48%. Les asiatiques, qui ont maintenu la tradition des grandes familles de plusieurs générations partageant le même foyer, seront

particulièrement touchés. Et si vous habitez avec une personne du sexe opposé depuis plus d'un an, vous serez responsable du paiement de votre co-habitant(e), mais pas si vous vivez avec une personne de votre sexe.

Quant aux chômeurs, ils devront payer un cinquième de la moyenne nationale de l'impôt par habitant, ce qui fera souvent davantage que le cinquième de

leur voisin ayant un emploi, beaucoup habitant dans des circonscriptions travaillistes où le coût des services est cher à financer.

La collecte

Les formulaires de déclarations seront envoyés à toutes les personnes inscrites sur les listes électorales, l'absence de réponses ou une fausse réponse peut coûter de 50 £ la première fois à 200 £ ensuite. Les abstentionnistes ne peuvent guère espérer passer à travers les registres de la Sécurité sociale, de la poste et des télécoms, et des nouveaux fichiers informatiques du gouvernement. Enfin, signalons que la logique Thatcherienne prévaut, et que dans la circonscription de Westminster, c'est un organisme privé qui est chargé de la collecte. Logique, puisque le gouvernement incite déjà les services sociaux à la privatisation, histoire qu'une pure logique de profit triomphe.

La lutte

Le Parti travailliste ne se lançant que dans une bataille parlementaire, et le Parti nationaliste écossais dans une dénonciation ver-

bale alors que la circonscription d'Angus qu'il contrôle coopère déjà, quelle action est possible ?

• Persuader les travailleurs sociaux de refuser d'effectuer la collecte.

• Refuser de remplir sa déclaration, mais l'interconnexion de différents fichiers rend difficile la fraude.

• Refuser de payer, ce que les camarades anarchistes de Nottingham notamment préconisent, organisés sur le terrain en comités locaux susceptibles d'actions concrètes : vigiles chargés d'annoncer l'arrivée des percepteurs collectant les déclarations, etc.

Déjà, à Ruchazie (Glasgow), les résidents d'une rue ont renvoyé leurs déclarations vierges. A Dunterlie, Bonhead : même chose, avec en plus une question : « Quel est le sens d'une " personne responsable " ? » A Pollokshields, Glasgow : les collecteurs, une attaque ayant eu lieu, ont besoin de la protection des flics. Ce n'est qu'un début.

Relations internationales

Sources : Nottingham Anarchist News n° 19, Black Flag n° 185 et Counter Information n° 20.



« My Thatcher is rich ! ».

REVUE DE PRESSE

• URUGUAY

Solidaridad est le titre du journal « ouvrier et populaire » de la FAU (Fédération anarchiste uruguayenne). Ce mensuel en est à sa deuxième année d'existence et il traite de l'actualité sociale, bien entendu, mais aussi de nombreux autres sujets, tels que : histoire, réflexions sur la société d'aujourd'hui, sur la dictature, sur le syndicalisme.

Au sommaire du numéro d'août : partis, corporations, syndicats ; le cynisme des oppresseurs ; les expulsions dans le quartier de Ituzaingo ; les luttes des travailleurs de la Santé ; Sacco et Vanzetti ; la communauté noire en Uruguay.

Au sommaire du numéro de septembre : bourreaux, farce et politique ; assemblée du syndicat des médecins d'Uruguay ; éthique médicale et tortures ; violences d'un système et luttes populaires et révolutionnaires ; plate-forme du mouvement syndical ; les accords d'entreprise ; coopératives de logement de Tacuabé.

Après 11 années de dictature militaire, la tâche est rude pour nos compagnons d'outre-Atlantique qui doivent survivre et lutter dans un pays que les militaires avaient plongé dans le marasme, et que les politiciens démocrates gèrent aujourd'hui sans se soucier de retrouver les « disparus » et de demander des comptes aux tortionnaires. Pour soutenir la FAU et son journal : *Solidaridad*, calle Magallanes n° 1764, Montevideo, Uruguay.

ITALIE

Lutte écologiste

L'ÉTÉ, les anarchistes italiens prennent peu de repos. Cette année, ils avaient prévu trois campings autogérés, axés sur des thèmes différents : 5 jours de protestation antimilitariste, contre l'installation de F-16 américains sur la base de Crotona en Calabre ; 3 jours de meetings anticléricals dans le centre de l'Italie ; et 10 jours de lutte écologiste et anticapitaliste dans une vallée polluée entre Coni et Savone.

Ce camping, situé à trois heures de route de la frontière, était organisé par les groupes anarchistes d'Impéria, Savone (FAD), Gênes et Alessandria, en liaison avec les habitants, regroupés dans « l'Association pour la renaissance de la vallée de la Bormida ». Le but était de demander la fermeture d'une usine chimique au début de la vallée qui, rejetant une quantité dangereuse d'effluents toxiques (dont certains cancérogènes), empêche tout le reste de la vallée de vivre dans une atmosphère saine et naturelle. En effet, outre le cours d'eau pollué, qui empêche les paysans de travailler leurs terres, toute la vallée doit boire de l'eau en bouteilles, les sources et les puits étant condamnés car jugés trop dangereux.

Toute-puissance d'un groupe chimique...

Cette usine appartient à l'Acna, une filiale du groupe chimique italien Montedison qui, en situation de

quasi-monopole, se permet d'enfreindre les règles en matière de rejets dans les cours d'eau. La même semaine, une tuyauterie défectueuse — dans une autre usine d'une filiale de la Montedison — fit un mort et deux blessés en explosant ; et à Carrare — dans une usine d'une autre de ses filiales, la Farmoplast — une explosion causa, là-aussi, la mort de plusieurs ouvriers.

Face à ce groupe tout-puissant, aux divisions des syndicats, et à la mollesse des écologistes, les anarchistes et les habitants de la vallée décidèrent de pratiquer l'action directe et la démonstration populaire.

Réaction populaire

Dossiers scientifiques et médicaux, interpellation vive d'un ministre de passage, blocage du tour d'Italie, blocage des routes de la vallée, meetings dans toute la région, avec concerts et manifestations, conférence de presse reprise par les journaux locaux et la *Stampa* (grand quotidien d'Italie).

Au bout de plusieurs mois de lutte, enfin, le ministre décida la fermeture de l'usine pour 45 jours, le temps d'établir une enquête officielle. En Italie, comme partout, avec les gens concernés, seule la lutte paie.

Benoît GRASSE

ESPAGNE

Licenciements !

Les grands magasins SIMAGO de Madrid ont renvoyé, il y a quelques semaines, plus de 60 travailleurs et travailleuses. Parmi eux, une compagne de la section « commerce » de la CNT-AIT de Madrid : elle avait plus de 15 ans d'ancienneté, elle était caissière. Pour la licencier, l'entreprise a avancé que sa caisse ne tombait pas juste, soit il manquait 10 pesetas, soit il y en avait 15 de trop. Elle a aussi été accusée d'avoir manqué quelques jours sans justification.

L'entreprise a si bien manœuvré qu'on n'a pas pu vérifier ladite absence car, comme par hasard, c'est au moment des vacances qu'il y a eu absence...

Le syndicat s'est mobilisé, lui apportant toute l'aide nécessaire, distribuant des tracts et tenant des stands d'information aux portes des différents magasins SIMAGO, scandant des slogans favorables à la réintégration des ouvriers et des ouvrières. L'action n'eut de cesse jusqu'à ce que l'entreprise, par un télégramme, invitât la compagne à se présenter au bureau du personnel pour réintégrer son travail (ainsi que tous les autres travailleurs). C'est le manifeste du syndicat du Commerce de la CNT-AIT que nous proposons ci-dessous à nos lecteurs.

Relations internationales

Le 1^{er} septembre, 61 travailleurs et travailleuses, revenant de leurs vacances, eurent la surprise de constater que l'entreprise les avait licenciés. Ils avaient tous un emploi fixe dans l'entreprise et plus de 15 ans d'ancienneté.

La situation de l'emploi dans le pays devient insoutenable : l'institutionnalisation du licenciement libre et bon marché, qui profite seulement aux capitalistes, est en train de plonger les travailleurs dans la plus pure précarité et la plus grande misère. Ils viennent ainsi allonger jour après jour la toujours plus grande liste de chômeurs dans le pays. Le terrorisme des patrons nous a conduit à la misère et à la marginalisation (merci SIMAGO).

Aujourd'hui, personne n'est plus sûr de son poste de travail. Le fantôme du chômage hante tous les travailleurs. Peu importe qu'on ait 20

ans ou 6 mois d'ancienneté : ceux qui ont 6 mois n'ont pas leur contrat renouvelé, ceux qui ont toute une vie — comme à SIMAGO — sont aussi à la rue avec une indemnité misérable qui ne pourra jamais compenser la perte du travail.

Aujourd'hui, nous sommes 61 travailleurs et travailleuses de SIMAGO à être concernés. En nous licenciant sans aucun motif, l'entreprise nous a montrés tels qu'elle est : une entreprise négrière.

Si nous n'apportons pas de solutions, en toute impunité, beaucoup d'autres nous suivront. Nous devons cela à la politique anti-sociale et anti-ouvrière mise en route par le PSOE avec la collaboration des syndicats bradeurs d'ouvriers.

Maintenant, on en a assez des licenciements sauvages et du terrorisme patronal ! Il faut que ça cesse ! Il y a une seule solution : la défense inconditionnelle par tous les moyens possibles de nos postes de travail. La solidarité totale entre les licenciés et les compagnons qui ont la chance — c'est en fait un droit — de garder leur travail.

Aujourd'hui, nous sommes 61, demain nous serons sûrement plus. La politique de SIMAGO est clairement orientée dans ce sens. Nous demandons au public en général d'être solidaire et de boycotter SIMAGO. Cette solidarité est fondamentale. Acheter SIMAGO signifie accepter et justifier le terrorisme patronal, entretenir le chômage et engraisser des spéculateurs qui préfèrent leurs intérêts économiques — comme s'ils gagnaient peu — à la survie des autres, travailleurs comme toi — ceux qui veulent nous condamner à la misère simplement pour être nés travailleurs.

N'achète pas chez SIMAGO, TAURO, AURRERA ou SD ! Ce sont les mêmes chiens avec des colliers différents ! Compagnon de SIMAGO, solidarise-toi avec les licenciés ! Maintenant, c'est notre tour, demain ce sera peut-être le tien ! Réadmission immédiate des licenciés !

Syndicat du Commerce de Madrid CNT-AIT, « CNT » n° 98 (septembre 1988)

RÉVOLUTION FRANÇAISE

De l'esquisse à la libération

L'émission « L'invité hebdomadaire » du vendredi 28 octobre (1) visera à poursuivre le cycle d'analyse de la Révolution française entrepris sur Radio-Libertaire. Il s'attachera, grâce à la présence d'Yves Benot et Michaël Soubbotnik, à l'étude des idéaux révolutionnaires et des mouvements sociaux anti-coloniaux (1789).

Yves PEYRAUT

BEAUCOUP aujourd'hui nous promettent des libérations par le droit et des générations éthiques. Savent-ils pourtant que la Révolution française doit ses acquis et ses impasses sociales à ces mêmes doctrines du droit ? Cette question du droit ne peut être impunément manipulée, et les protections du droit ont d'abord une histoire qui les lie à la lutte contre la servitude et l'arbitraire. Il n'est pas évident qu'elle signifie la même chose aujourd'hui, et que l'on puisse penser encore dans ces termes la résistance sociale et l'opposition à la volonté de tout régir par le droit, le contrat et la négociation.

Le droit contre la servitude

L'analyse de la société en termes de droit a l'avantage historique d'entrer en conflit avec la « naissance », les privilèges, le despotisme et une souveraineté restreinte à une volonté particulière sacrifiée. Le droit, attribut postulé de tous et de chacun, s'élève contre la servitude féodale et seigneuriale et provoque un appel à la réalisation d'un espace public civil et politique régi par un contrat d'association excluant toute argumentation théo-

logique. Le peuple, unifié par l'acte législatif, qui n'est pas la population, acquiert ainsi la puissance d'un souverain, seule autorité légitime. L'idée du droit, instrument de libération, délivre les mentalités, en donnant ses fondements à l'ordre politique actuel. D'où les ambiguïtés de la polémique contemporaine : suffit-il de vouloir l'application du droit, aujourd'hui ? Ou convient-il, plutôt, de réveiller un esprit révolutionnaire qui dépasse le droit dans la mesure où il se contente de fonder les conflits sociaux en raison, de les annuler légalement ?

Des intellectuels du XVIII^e

Les intellectuels — au compte desquels on ne peut pas mettre la révolution, eux qui sont si peu favorables à la subversion sociale — donnent certes son architecture à la théorie du droit et du contrat social. Les débats au cours desquels ils s'affrontent témoignent plus vigoureusement encore des richesses et difficultés de ces principes. Diderot, Rousseau, Marivaux, Mably, Morelly, etc., signent des textes qui ne se contentent pas de fixer une « idéologie » républicaine. Ces derniers sont traversés par des conflits

de démarcation : qui est le peuple, quelles limites sociales englobent ces principes, que se passe-t-il au-delà du droit, comment penser l'avènement du droit ? Ces questions attendront souvent les armes de la Révolution pour trouver des solutions, comme si la critique des armes venait épouser ici les armes de la critique.

Un cri de la nature...

Un cri de la nature... contre la contrainte despotique : ainsi sera entendue la Révolution à l'étranger. Car, non moins intéressante se trouve être la position des intellectuels étrangers contemporains : Anglais, Allemands, Italiens, qui plus que des étrangers sont souvent membres à part entière des pratiques révolutionnaires (Th. Paine, Holderlin). Loin de négliger l'idéal du droit, ils le réfutent (Burke, Gertz) ou l'exaltent. C'est le cas, par exemple, des Allemands : Kant (dans une Prusse qui après la mort de Frédéric II, 1786, demeure plus despotique qu'éclairée), Fichte (qui reprend la substance de l'interprétation jacobine de la Révolution), Hegel.

La réfraction idéologique allemande illustre la grandeur historique du projet démocratique de la Révolution mais désigne aussi un tragique inaboutissement allemand. Pour une part, l'approbation générale des principes du droit témoigne d'une volonté publique étendue de vaincre la misère, les maîtres despotiques et les secrets d'Etat. Progressiste en son temps, cette pensée réfute le fétichisme du statu quo.

Mais, à d'autres égards, ce regard étranger contemporain de la Révolution atteste avec plus de clarté encore combien la vision révolutionnaire est réservée à la « bourgeoisie éclairée », celle dont les activités économiques doivent traduire le « bonheur social » en essor matériel.

En confrontant ces horizons — Lumières françaises, actes révolutionnaires, réfraction étrangère — il apparaît que la Révolution est avant tout un objet de tensions, de polémiques au cœur desquelles nous pouvons trouver les limites de certains débats contemporains, notamment concernant la « fin » de l'histoire.

Un nouveau droit de résistance ?

En prenant l'exemple d'un mouvement social spécifique, limites et difficultés se concrétisent. Dans la politique révolutionnaire vis-à-vis des colonies — première pierre de touche de ces théories, dans le cadre de nos émissions — nous lisons les contradictions de la société civile et du droit. La contradiction coloniale (opposant esclaves, mulâtres, colons) refend la contradiction industriels-aristocrates, en installant au cœur du débat un troisième terme : un peuple non légitimé (Noirs, prolétaires, travailleurs).

Les discours sur la traite des Noirs témoignent de l'existence d'une servitude que l'on oublie un peu trop souvent, dans la société du XVIII^e siècle, ainsi que de conflits qui n'opposent pas seulement la

bourgeoisie à l'aristocratie, mais aussi d'autres classes à la bourgeoisie. L'égalité formelle promise par le droit ne supprime certes pas les hiérarchies de condition. Et d'ailleurs les oppositions sociales (Noirs/mulâtres) vont être habilement utilisées par la métropole. Bien au-delà des distances, les colonies constituent un mode d'approche essentiel des problèmes économiques posés au nouveau pouvoir... des propriétaires.

Comment convient-il d'interpréter — y compris de nos jours — ce propos plusieurs fois tenu : « *Périsent les colonies, plutôt qu'un principe !* » (Dupont de Nemours, Camille Desmoulins, Robespierre).

L'irréversibilité d'une libération

Loin de traiter la Révolution comme un objet froid, il nous reste toujours à améliorer nos connaissances de cette période et à statuer sur nos espoirs de transformation sociale à l'aune d'un exemple historique majeur, voire exemplaire. La fin des despotes n'est pas nécessairement la fin de tout despotisme.

Christian RUBY

(1) L'émission réunira Yves Benot, auteur de l'ouvrage suivant : *La Révolution française et la fin des colonies* (Ed. La Découverte, 1988), et Michaël Soubbotnik, auteur d'une contribution dans *L'Etat de la France pendant la Révolution* (Ed. La Découverte, 1988). Ouvrages disponibles à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris).

AUX ORIGINES DU SOCIALISME

« Les utopistes: Fourier, Saint-Simon, Proudhon »

Extrait de « L'Etat de la France pendant la Révolution - 1789-1799 », paru récemment aux éditions La Découverte, nous publions dans les lignes qui suivent la première partie d'un texte de notre ami Jean-Paul Thomas, qui montre bien l'importance que revêt la Révolution de 1789 et l'influence déterminante qu'elle eut sur des penseurs aussi différents que Saint-Simon, Fourier et Proudhon. Quant au titre de l'article faisant référence au concept d'utopie, nous ne reprendrons pas à notre compte cette façon de présenter les choses et les hommes. Nous préférons voir dans ces trois grands penseurs les cofondateurs du socialisme, et au même titre que K. Marx les créateurs de la sociologie moderne. Ils ont été, à leur manière, des chercheurs qui, comme aurait dit Proudhon, étaient tous à la découverte de cette fameuse science de la société « qu'il ne faut pas inventer, mais dont il faut découvrir les lois ».

La rédaction

SAINTE-SIMON, Fourier et Proudhon n'énoncèrent pas des jugements analogues sur la Révolution française : mêlant avec bonheur spéculation et action civique, Saint-Simon adhéra aux principes de la Révolution, puis en apprécia la portée — limitée — en référence avec son projet de reconstruction du corps social ; Fourier, victime des soldats de la Convention, demeura sa vie durant indifférent à tout changement strictement politique ; Proudhon, né en 1809, ne cessa de se proclamer fils de la Révolution, tout en déplorant l'absolutisme, qui avait revêtu dans les décrets et les œuvres des dictateurs révolutionnaires.

Cette diversité, qui tient à leur irréductible individualité, résiste à toute lecture modélisante. L'opposition de la révolution libérale et de la terreur jacobine reste sur ce point, *mutatis mutandis*, aussi peu éclairante que les abstractions par lesquelles l'histoire des idées désigne les œuvres de Saint-Simon et Fourier, réputées utopiques, et de Proudhon, père incontesté de l'anarchie.

Ainsi, point de catéchisme pro ou antirévolutionnaire chez ces grands initiateurs. Tel est leur paradoxal point commun : la distance à l'égard du vécu révolutionnaire. Aucun ne s'identifie purement et simplement aux valeurs des acteurs historiques, aucun ne joue naïvement 1789 contre 1793. Mais chacun, à sa manière, entreprend une conceptualisation critique de la Révolution. De sorte qu'ils pourraient anticiper sur les actuelles entreprises de démythification de l'histoire commémorative, si leur projet n'était tout autre : essentiellement tournées vers l'avenir, leurs analyses de la Révolution témoignent de l'éclairage intérieur par lequel chacun d'eux à sa manière exprime le pressentiment d'un monde juste et libre.

Vivent les technocrates !

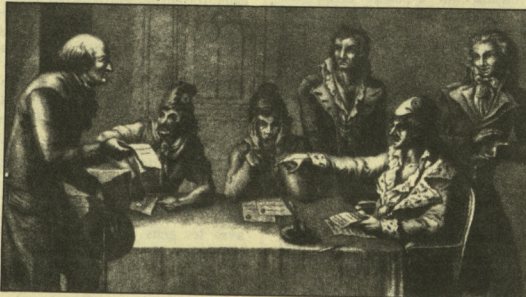
Sans-culotte ardent et fervent républicain, le comte de Saint-Simon, né en 1760, renonça solennellement à son titre nobiliaire, le 7 février 1790, devant

l'assemblée des habitants de Falvy. En septembre de la même année, il purifia « par un baptême républicain la tache de son péché originel », abandonna son nom comme il avait abandonné son titre et devint, devant le conseil général de la commune de Péronne, le citoyen Bonhomme. Le 12 mai 1791, il rédigea pour les électeurs du canton de Marchélepot une adresse à l'Assemblée constituante où étaient flétries « les distinctions impies de la naissance » et célébrées la volonté générale et l'égalité admissibilité de tous les citoyens à toutes les charges. Cette adhésion aux principes de la Révolution, plusieurs certificats de civisme décernés par la société populaire de Péronne, ou par les Amis de la République de Cambrai le 28 octobre 1793 l'attestent. Ces pièces, qui figurent dans son dossier de police, n'empêchèrent pas son incarcération à Sainte-Pélagie, le 19 décembre 1793.

Il aurait été arrêté comme ami d'un étranger de marque, le comte de Redern, son associé dans les

spéculations immobilières qu'il fit sur les biens nationaux. Saint-Simon fut en effet, comme l'a montré Maxime Leroy, un audacieux marchand de biens : trois mois après le vote du décret de mise en vente des biens de l'Eglise, il avait déjà fait pour 800 000 livres d'achats. Grâce au système légal de paiement par annuités, il acquit en quelques années plus de quatre millions de terres avec un capital d'environ 600 000 francs. Revendant parfois aux paysans une partie de ses acquisitions, il crut participer ainsi à la diffusion de la propriété dans tout le corps social. Remis en liberté par le Comité de salut public le 9 octobre 1794, il continua ses opérations sur les biens nationaux et resta un sans-culotte passionné.

Plus tard, il minimisera son rôle : « *La Révolution française était commencée lorsque je revins en France, je ne voulus pas m'en mêler, parce que, d'un côté, j'avais la conviction que l'Ancien Régime ne pouvait être prolongé, et que, d'un autre côté, j'avais de l'aversion pour la destruction...* »



De fait, il n'occupa aucun poste électif, mais son témoignage tardif illustre surtout la place qu'il assigne à la Révolution française au sein de « l'ensemble des principes faits politiques depuis sept ou huit cents ans ».

La Révolution s'inscrit à titre d'étape au sein d'un changement fondamental qui en est la véritable cause : « *Les forces temporelles et spirituelles de la société ont changé de mains. La force temporelle véritable réside aujourd'hui dans les industriels, et la force spirituelle dans les savants* » (*Du système industriel*, Paris, 1821). Le fait fondamental est le passage du système féodal et théologique au système industriel et scientifique. Modificatrice et transitive, la Révolution a « rompu les liens de l'organisation ancienne, et n'a point été un obstacle à la réorganisation sociale » (*Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, Paris, 1803, t. I, p. 11-48). Son œuvre fut essentiellement critique, alors que la grande question était d'organiser le système industriel et scientifique et de mettre ainsi fin à la crise dans laquelle le corps politique était engagé par la ruine déjà ancienne des pouvoirs théologiques et féodaux. Dans cette perspective, la transition révolutionnaire n'a fait qu'énoncer les problèmes : « *La Déclaration des droits de l'homme, qu'on a regardée comme la solution du problème de la liberté sociale, n'en était véritablement que l'énoncé... Certainement, la forme du gouvernement parlementaire est très préférable à toutes les autres ; mais ce n'est qu'une forme et la constitution de la propriété est le fond* » (*ibid.*, t. II, p. 81-84).

Jean-Paul THOMAS

NOTE DE LECTURE

Les trois rois

A. CHENG est l'un des écrivains chinois contemporains les plus intéressants ; pour ceux qui en douteraient le mieux est de lire *Les trois rois*, recueil comprenant « Le roi des échecs », « Le roi des arbres » ainsi que « Le roi des enfants ». Ce livre est la révélation d'un très grand conteur.

Mais d'abord, il faut préciser que A. Cheng a connu pendant dix ans le sort des « jeunes instruits » envoyés à la campagne pour se rééduquer auprès des paysans. Cet épisode correspondait à la volonté du régime d'alors de mettre à l'écart une jeunesse dont il s'était servi depuis 1966 pour faire la « grande Révolution culturelle prolétarienne » (sic). C'est précisément cette période qui sert de toile de fond aux récits. Or, c'est justement ce qui fait l'originalité de l'œuvre d'A. Cheng, contrairement aux autres écrivains qui dénoncent les excès de la Révolution culturelle (c'est la littérature dite « de cicatrices »), A. Cheng, lui, ne dénonce rien du tout. Ce qui l'intéresse, c'est de montrer comment des hommes et des femmes ordinaires (sans que cela soit péjoratif) vivent ce drame. La meilleure façon de montrer le gâchis que ce fut est de décrire, dans « Le roi des enfants » un « jeune instruit » (A. Cheng lui-même, semble-t-il) désigné pour aller enseigner dans une école. Confronté à l'absence de moyens, à l'irresponsabilité collective, surmontant son peu de compétence, il va s'efforcer d'apprendre à écrire à des enfants délaissés. Il y parviendra à force d'amour et d'humanité. Mais ses méthodes peu orthodoxes vont déplaire au bureaucrate local, et il sera renvoyé dans la ferme collective d'où il venait.

Plus qu'un écrivain, un grand conteur à découvrir d'urgence. Un conteur d'autant plus intéressant qu'il se situe complètement à contre-courant des préoccupations des écrivains chinois d'aujourd'hui.

M. J.

A. Cheng, *Les trois rois*, Editions Allinea, 240 pages.

« La bête de guerre », de Kevin Reynolds

Afghanistan, 1981, les Soviétiques rasent un village perdu dans la montagne. Puis égaré dans la vallée, un tank devient la proie de résistants ayant juré de le détruire. Telle est la trame d'un des rares films relatant cette sale guerre.

Certes, celui-ci se laisse voir, mais n'espérez pas y apprendre quoi que ce soit sur la vie des combattants soviétiques ou afghans, sur les raisons du conflit ou autre. C'est seulement un film d'action, assez bien mené, qui aurait aussi bien pu se dérouler ailleurs, dont les vedettes sont le char et son équipage.

Inévitablement, nous retrouvons des personnages stéréotypés à outrance : la brute capitaine, l'intellectuel, l'Afghan voué à la cause du communisme. La beauté des paysages sur lesquels le cinéaste s'attarde ne comble pas ce défaut majeur.

Loin d'encenser ce long métrage comme le fait une partie de la presse, nous préférons dire que celui-ci reflète la vision naïve et manichéenne des Américains sur les conflits actuels.

Jean-Claude PASCAL

MUSIQUE

Blues en automne

EN cette fin de mois d'octobre 1988, quoi de neuf sur la scène du blues, et particulièrement en France ? Parisianisme oblige, répétons que « Blues en liberté », sur Radio-Libertaire (89.4 MHz, en région parisienne), ce n'est plus le mardi mais le samedi. Toujours de 22 h 30 à 24 h, sur des thèmes ou des artistes précis avec des « coups de cœur » et des disques à la demande. On ne redira jamais assez que s'il n'y a pas assez de blues sur les autres radios, c'est parce que question « sponsoring » c'est le désert... Raison de plus pour que Radio-Libertaire, radio sans publicité, programme du blues !

Quand ce journal sera dans les kiosques, Albert King aura joué et

chanté le mardi 25 octobre à Paris, à l'Elysée Montmartre. Buddy Guy et Junior Wells auront débuté le 17 octobre au Jazz club Lionel Hampton du Méridien et continueront leur Chicago blues jusqu'au 29 du même mois. Pour rester encore à Paris, annonçons aux amateurs de blues et de rock and roll réunis que Fats Domino et son orchestre officieront dans le même Méridien, du 7 au 20 novembre. L'harmoniciste James Cotton sera, lui, au Théâtre de la Ville le 31 octobre, à 18 h.

La province ne sera pas de reste, au Festival de Jazz, à Nancy tout d'abord : le 26 octobre, Joe Louis Walker et Albert King. Le Chicago blues festival (Jimmy Dawkins, Luther Johnson Junior, Nora Jean

Wallace) sera le 17 novembre à Starsbourg, le 25 à Marseille, le 26 à Orange, le 27 à Villeneuve-sur-Lot, le 29 à Tours. En décembre, le Chicago blues band sera le 2 à Grenoble, le 3 à Bagnaux, le 8 à Valenciennes, le 9 à Maubeuge, le 12 à Clermont-Ferrand, le 13 à Amiens, le 14 à Bordeaux, le 15 à Rennes, le 16 à Coutances, le 17 à Marciaç, le 19 à Périgueux.

Pour ne pas trop être de reste, Buddy Guy, Junior Wells et leur orchestre seront le 4 à Mulhouse, le 5 à Marseille (à l'Espace Julien, comme le Chicago blues festival) et le 6 à Nice.

Pour revenir à Paris, sur Radio-Libertaire et à « Blues en liberté »,

on continuera à programmer chaque samedi soir du blues et rien que du blues. Toute suggestion quant à la programmation, toute offre de participation à l'émission sont les bienvenues, il suffit d'écrire au 145, rue Amelot, Paris 11^e !

Dernière nouvelle : John Lee Hooker aurait enfin enregistré un nouveau disque où il serait à la fois seul (guitare 12 cordes et « National » entre autres...) et accompagné par Canned Heat, Los Lobos et d'autres. A suivre !

THIERRY
« Blues en liberté »

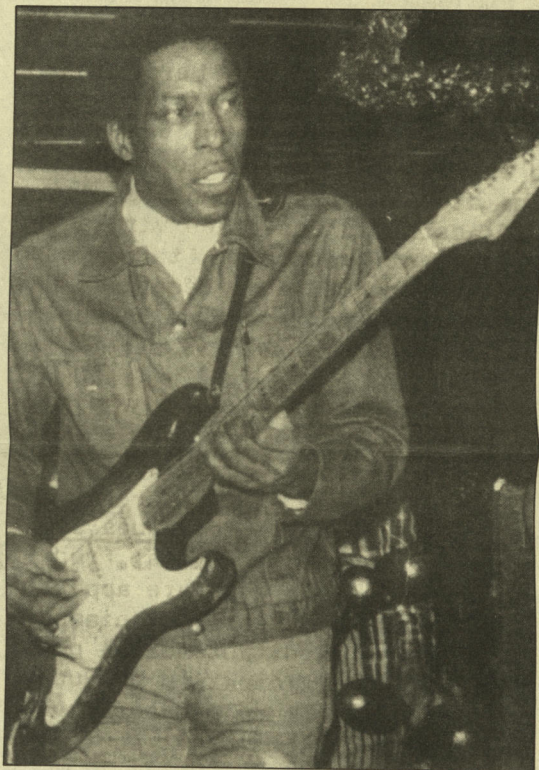
Du côté de la SF

Attention, antimilitaristes abritez-vous les yeux, voici *Un gars de l'enfer* (1) avec pour premier rôle « Gag, chat guerrier de son altesse », son métier : soldat, tueur, etc. Un roman de derrière le rideau de fer, par Arcadi et Boris Strougatski qui savent manier le second degré — ouf ! C'est une critique de l'endoctrinement et des actes militaires, on passe son temps avec Gag et ses idées sanguinaires. On le plaint, mais il faudrait faire gaffe à ne pas lui tourner le dos...

Et maintenant, un peu de détente — *Les biscuits Craquesel c'est nickel !* — par Frederik Pohl et C. M. Kornbluth — une bonne journée en buvant du Surcafé ! — et pour l'émerveillement de nos fidèles lecteurs — *les cigarettes Mégogosse pour vos enfants !* — voici le roman *Planète à gogos* (2). Vous l'avez immédiatement compris ce roman est infesté de pub. Dans moins d'un siècle, les publicistes manipuleront la Terre, complètement polluée, leur seule raison de vivre est la vente, Mitchell Courtenay, un cadre publiciste, est chargé d'un projet de colonisation de Vénus, il doit s'arranger pour que les futurs colons commerceront exclusivement par l'intermédiaire de sa firme. Lorsqu'il se retrouvera chez les consommateurs, les « gogos » qu'il méprise, son attitude changera-t-elle ? Cette critique de l'abrutissement publicitaire sur un mode comique est l'un des bons moments de la SF américaine des années 50. A vous de le redécouvrir.

C. NATUREL

(1) *Un gars de l'enfer*, Arcadi et Boris Strougatski, éditions Denoël, Présence du futur n° 244.
(2) *Planète à gogos*, Frederik Pohl et C. M. Kornbluth, éditions Denoël, Présence du futur n° 134.



Buddy Guy : Chicago 1971 (photo Willie Leiser).

NOTE DE LECTURE

« Vie et mort à Shangai »

PAVÉ de 480 pages, ce livre (1) raconte l'histoire de Nien Cheng, une grande bourgeoise « patriote », à travers les tourments de la Révolution culturelle.

Conseillère auprès du directeur du bureau de la Shell à Shanghai, veuve avec une fille de 20 ans qui se destine à la carrière d'actrice de cinéma, vivant dans une maison particulière à deux étages, au milieu de ses collections de porcelaine, servie par trois domestiques et disposant d'un compte en banque à l'étranger, elle va se retrouver dès le début de la Révolution culturelle, en 1966, placée en résidence surveillée par les Gardes rouges, dont Shangai allait devenir le principal fief, puis incarcérée pendant six ans et demi en tant qu'« espionne à la solde des impérialistes ».

La scène du pillage de sa maison est un morceau d'anthologie : c'est une véritable haine de classe qui anime les jeunes Gardes rouges, issus de milieux ouvriers et paysans, aux conditions de vie tout cet étalage de luxe, 17 ans après la prise du pouvoir par le parti communiste. Une seule solution : la destruction. « Du passé faisons table rase » pour « construire un monde nouveau et égalitaire » basé sur le *Petit Livre rouge*, nouvel alpha et oméga de toutes choses. La réalité bien sûr est toute autre ; s'il s'agit de la lutte pour le pouvoir

suprême, et l'auteur ne manque d'ailleurs pas d'ironiser sur les nouveaux féodaux parvenus aux postes de commande, et dont le symbole est Lin Guo, le fils de Lin Biao alors dauphin de Mao.

Au bout de six ans et demi de combats quotidiens pour refuser de signer des aveux la qualifiant de « contre-révolutionnaire », elle sera libérée avec le retour sur le devant de la scène, en 1973, du tandem Zhou En Lai-Deng Xiaoping, pour apprendre que sa fille, qui s'est officiellement suicidée, a en fait été battue à mort. Pour expliquer sa volonté de survie et de témoignage, Nien Cheng invoque sa croyance en Dieu. Pourquoi pas ?

En résumé, malgré un plaidoyer « pro domo ». Nien Cheng, qui vit à Washington depuis 1980 — et où « les portes de service ne vous conduisent que dans les cuisines » — nous donne un point de vue insolite, mais d'une acuité rare sur cette période-clé de l'histoire de la Chine contemporaine qu'a été la Révolution culturelle : non pas une aberration, mais le paroxysme de la volonté de puissance d'un homme, Mao Zedong, nouveau démiurge, désormais à l'image brisée...

J.-J. GANDINI

(1) *Vie et mort à Shangai*, de Nien Cheng, éditions Albin Michel.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Vendredi 28 octobre

« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : la Révolution française, acquis et débats. La démocratie et la république dans leur contexte. Les acquis dans l'ordre civil. L'esclavage, les valeurs, la nouvelle lecture de l'espace et du temps. Avec comme invités : Jean-Yves Guilomar, Michaël Soubbotnik et Yves Benot.

Samedi 29 octobre

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : avec comme invité Eugène Descamps, ancien secrétaire général de la CFDT. Et bien sûr les brèves et la météo des luttes.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Memphis hier et aujourd'hui.

Dimanche 30 octobre

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : les sectes guérisseuses.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Serre.

Mardi 1^{er} novembre

« Honky-Tonk » (22 h 30 à 3 h) : le dessinateur Siné présente son dernier livre « Jazzote ».

Mercredi 2 novembre

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : médecine, avec un invité surprise.
« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : les femmes à travers la presse.

MOUVEMENT SOCIAL

Le syndicalisme face aux coordinations

QUAND les étudiants sont descendus dans la rue en 1986 à l'appel d'une coordination nationale, on a pensé que ce mode d'organisation était spécifique au milieu étudiant et lycéen, qui ne dispose pas de syndicats réellement implantés. Quand les chemins leur ont emboîté le pas, on a cru que c'était par mimétisme, et on s'est rassuré en pensant que le phénomène était surtout limité aux roullants, donc catégoriel. Quand les instituteurs, un mois plus tard, s'y sont mis, on pouvait croire à une mode qui serait passagère, le faible taux de syndicalisation n'étant plus une explication suffisante. Maintenant les infirmières... à qui le tour ?

Les responsabilités des confédérations

Examinons d'abord les raisons de fond de l'émergence de ces coordinations qui font la nique aux syndicats, en réussissant des mobilisations qui dépassent tout ce que ceux-ci oseraient espérer. On peut en distinguer au moins quatre : la désunion syndicale, le discrédit qui frappe le syndicalisme en général, le souci d'une pratique de contrôle des luttes par la base et l'incapacité des syndicats à exprimer les revendications que les salariés considèrent comme justifiées.

La perte d'influence du syndicalisme a des causes multiples, avec au premier rang la « politisation », au mauvais sens du terme, qui consiste à tenter d'adapter le niveau des revendications au niveau de sympathie qu'on a pour le gouvernement en place. La CGT a pratiqué le refus de l'action aussi longtemps que les ministres communistes sont restés au gouvernement, la CFDT a accentué son recentrage après 1981 et continue aujourd'hui à ne réclamer que ce qu'elle juge réaliste, soit bien peu de choses.

Quand une lutte éclate quelque part, le réflexe des salariés en grève est généralement de souder leur unité circonstancielle par la mise en place d'une intersyndicale ou d'un comité de grève. Le refus de plus en plus fréquent des directions syndicales, quelles qu'elles soient, d'accepter ce principe qui n'a pourtant jamais fait de tort au syndicalisme, bien au contraire, pousse les salariés à mettre en place la même chose... mais sans les syndicats et quelquefois contre eux, mais souvent avec leurs troupes !

Enfin, les syndicats ont visiblement de plus en plus de mal à traduire en revendications les aspirations des salariés et à les moduler en fonction du moment. Les syndicats se sont souvent trouvés pris au piège du fameux « réalisme ». Des reven-

diements seraient vaccinés contre toute contagion de coordination.

La question de l'unité est particulièrement délicate à traiter, car il ne suffisait pas d'avoir des accords en bonne et due forme entre syndicats pour que leurs appels soient entendus. Encore faut-il que ces propositions d'actions unitaires s'appuient sur des revendications qui puissent être elles-mêmes unitaires, c'est-à-dire suffisamment mobilisatrices pour tous les salariés auxquels elles s'adressent.

Or c'est justement là que le bât blesse. Une organisation syndicale comme la CGT peut bien réclamer haut et fort depuis longtemps 1 500 F de plus pour tous et le SMIC à 6 000 F, elle n'en a pas plus d'audience au moment où ces revendications fleurissent dans de nombreux secteurs. Car telle profession qui réclame 2 000 F rejettera les 1 500 F de la CGT et telle autre qui réclame 1 500 F ne se mobiliserait pas pour 2 000 F jugés irréalistes.

C'est pourquoi les coordinations jouent sur du velours. Naissant de manière sporadique dans une catégorie bien précise de personnel, elles peuvent plus facilement définir une plate-forme revendicative correspondant à la réalité et aux aspirations des salariés. C'est ce qui peut expliquer leur succès.

coordinations de condamner toute extension de la grève à d'autres. Au mieux, elle acceptaient de faire preuve de neutralité, mais refusaient toujours de joindre leur mouvement à d'autres, de peur de voir une spécificité (et une force) noyée dans la masse.

Grève, manifestations, c'est facile mais après ?

Les coordinations ont fait la preuve de leur efficacité pour défendre des intérêts catégoriels. Deux questions demeurent toutefois en suspens : que se passe-t-il après la grève et comment sont dirigées les coordinations ?

On est malheureusement obligé de l'admettre : toute grève a une fin, heureuse ou malheureuse, et ce n'est sans doute pas le meilleur moment à vivre pour un militant. La grève pose des revendications qui sont rarement satisfaites en totalité. A côté de cela, il faut bien reconnaître que si certaines sont simples et qu'il suffit de dire : on se croise les bras jusqu'à satisfaction et il est inutile de négocier (2 000 F de plus, par exemple, ou création de x emplois), d'autres font entrer en ligne de compte des opérations techniques qui nécessitent des discussions approfondies, et donc des négociateurs. Il en est ainsi, dès lors que l'on pose la question salariale sous l'angle de l'amélioration des échelles indiciaires ou des possibilités de promotion, ou lorsqu'on aborde des questions complexes comme la formation continue ou la refonte d'un statut.

L'exemple des infirmières est à cet égard significatif. La coordination a parfaitement réalisé que, pour négocier sur ces questions sans se faire refiler des propositions désavantageuses, elles avaient besoin de la collaboration de spécialistes rompus à ces questions techniques. Et où les trouver sinon dans les organisations syndicales ? Il est notoire que ce sont des militants de la CFDT de la région parisienne qui ont prêté leur concours.

Manipulations : attention

L'assemblée est une belle chose, assurément. Décider que la grève doit être conduite sous tous ses angles par les assemblées générales souveraines des grévistes désignant des délégués révocables sur des mandats précis, cela ne souffre aucune discussion sur le principe. Ainsi, il faut bien reconnaître que la manipulation des masses est un art que certains adeptes du marxisme-léninisme possèdent à fond, et cette technique n'est jamais aussi facile à utiliser qu'auprès d'une masse de gens peu ou pas politisés, n'ayant pas l'habitude des organisations et de leur fonctionnement.

Reconnaissons-le, sans que cela suffise à condamner les coordinations, celles-ci laissent prise aux manipulations en tous genres, beaucoup plus que les structures permanentes. C'est d'ailleurs en raison de leur souplesse et de leur rapidité d'adaptation — ce qui serait plutôt un avantage — alors qu'à l'inverse, la manipulation des syndicats est difficile parce qu'il s'agit de structures « lourdes » et bien difficiles à faire évoluer.

Ce n'est pas un hasard si on a pu remarquer que la plupart des coordinations ont fini par placer à leur tête, à côté d'inconnus novices, de vieux briscards du gauchisme pur sucre, qu'ils soient de Lutte ouvrière, de la LCR ou de minuscules trotskistes telles la FUGO (Front unique ouvrier), quand on n'y trouvait pas carrément des responsables syndicaux de haut niveau venant des mêmes familles politiques.

Les coordinations peuvent sans aucun doute constituer un outil for-

midable, mais à plusieurs conditions : qu'elles refusent de s'enfoncer dans le corporatisme ou le catégoriel, en pratiquant une réelle solidarité au moins à l'intérieur d'une profession ou d'une entreprise ; qu'elles fassent preuve de leur réelle indépendance à l'égard des partis politiques ; qu'elles ne se confondent pas avec les syndicats.

Car de deux choses l'une : ou bien on considère que le but des coordinations est de détruire les syndicats en leur retirant toute influence, et dans ce cas les coordinations devront se poser la question de leur permanence au-delà des luttes ponctuelles, et donc chercher à se constituer en un nouveau syndicat dont les contours restent indéfinissables ; ou bien on considère que ces coordinations ont un objectif limité et momentané et qu'elles viennent en complément des structures syndicales, et dans ce cas elles devraient plus qu'elles ne le font chercher à se donner un caractère intersyndical.

Quelle tactique adopter ?

Pour un syndicaliste qui cherche par définition à ne jamais être en dehors du coup, la naissance d'une coordination est toujours un peu ressentie comme l'échec de sa politique syndicale.

Pour les anarcho-syndicalistes, qui ont rarement l'occasion de se considérer comme responsables à 100% de la pratique de leur syndicat, la position à adopter n'est pas simple pour autant. Il faut pourtant choisir : être dedans ou dehors.

Pour ma part, je pense que les anarchistes ne doivent pas hésiter à participer aux luttes sociales, et quand celles-ci démarrent sous l'impulsion d'une coordination, eh bien, il faut en être ! Mais il convient de se garder d'une double illusion.

D'abord, il ne faut pas céder au mirage des coordinations et penser qu'il suffit qu'un quarteron de militants s'intitule coordination pour que les salariés débrayent massivement. Le succès des coordinations a des raisons que nous avons tentées d'expliquer plus haut, mais il n'y a pas de recettes pour faire prendre la mayonnaise de la grève. Disons-le tout net : une grève ne démarre pas tant que n'en sont pas réunis les ingrédients indispensables que sont les multiples mécontentements par tagés par les salariés. Si ce mécontentement n'existe pas, une coordination ne fera pas mieux qu'un syndicat.

Ensuite, il faut bien évidemment se garder de mélanger les genres. Aucune coordination n'aurait eu un quelconque crédit si elle était née à partir d'une assemblée syndicale ou politique. Tout volontarisme est donc à bannir en la matière ; il ferait plus de mal que de bien à l'idée même des coordinations.

Nous ne renions rien des pratiques ancestrales : toute grève doit pouvoir être menée de bout en bout par ceux et celles qui la font, c'est le principe même de l'action directe. Pour cela, on peut opter aussi bien pour des comités de grève, des intersyndicales ouvertes aux non-syndiqués ou pour des coordinations. Les temps changent et les mots s'usent, alors on les remplace, mais rien ne différencie au fond les coordinations des comités de grève que nous avons toujours préconisés.

Rien ne justifierait que les anarchistes soient pris au dépourvu par la naissance des coordinations. Puisse cet article aider les camarades à y voir plus clair et à œuvrer ainsi, si l'occasion s'en présente pour eux, pour une participation active au mouvement social.

LEGRAND



La fin de l'unité syndicale CGT-CFDT, en 1977, marque exactement le début du reflux du syndicalisme en France, dans des proportions inconnues jusqu'alors. Cette unité entraînait des capacités de mobilisation réelles, et ce ne sont pas des rapprochements timides comme la Convergence des six de la Fonction publique qui peuvent, même dans leur secteur, combler le vide laissé par l'abandon de l'unité d'action. Les salariés rendent les syndicats responsables de leur désunion, et c'est justice. Personne ne croit sérieusement que l'appel à l'action d'un seul syndicat puisse suffire à déclencher une lutte massive et, donc, déboucher sur une victoire.

dications du type « 2 000 F pour tous » n'existaient dans aucun catalogue revendicatif, et pourtant c'est celui qui unit les infirmières. Avancez la même idée dans un autre secteur ou à un autre moment, et vous passerez aisément pour un farfelu. La masse des gens est ainsi faite qu'elle adore facilement ce que la veille elle a brûlé.

Des structures efficaces mais incomplètes

Toutes ces raisons interfèrent évidemment entre elles, et il n'est pas question de prétendre qu'on en a là une liste exhaustive qui permettrait de dire que certains secteurs, ne correspondant pas à ces critères,

On n'en dira pas autant si l'on envisage la question sous l'angle de l'extension d'un conflit, né dans un secteur ou une catégorie, à d'autres qui connaissent peu ou prou les mêmes problèmes, et qui sont tentés d'utiliser la dynamique créée par le voisin.

Et nous touchons là au principal défaut des coordinations. On a dit qu'elles étaient corporatistes ; le terme le plus juste serait « catégorielles ». Il n'y a pas eu une coordination SNCF mais surtout celle des roullants ; il n'y a pas eu une coordination de la Santé ou des hôpitaux, sinon une coordination des infirmières, doublée de celle des kinés, des aides-soignantes, etc. Les adversaires du corporatisme ont toujours eu fort à faire pour empêcher ces